



**BUREAU
VERITAS**

Dossier Technique Amiante (DTA)

Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique

Révision n°1

| | | |
|-------------------------------------|---|--|
| Immeuble : | UFR Droit et Sciences économiques | |
| Adresse : | 99 avenue Jean Baptiste Clément 93430 Villetaneuse | |
| Date de création ou de mise à jour: | 01/08/2014 | |
| Référence du présent DTA | 2701870 | |

Document établi ou mis à jour par :

Karim MOUNSIF, société Bureau Veritas

Sommaire

| | |
|--|-----------------|
| <u>PRINCIPES GENERAUX</u> | <u>2</u> |
| <u>PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES</u> | <u>3</u> |
| <u>MATERIAUX ET PRODUITS CONCERNES PAR LE REPERAGE</u> | <u>4</u> |
| <u>MODALITES DE COMMUNICATION.</u> | <u>5</u> |
| <u>ENREGISTREMENT DE LA COMMUNICATION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE.</u> | <u>6</u> |
| <u>CONTENU DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE</u> | <u>7</u> |
| <u>ANNEXE : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU DTA</u> | <u>8</u> |

Principes généraux

Le dossier technique "Amiante" (DTA) est un document qui doit être tenu à jour par le propriétaire afin de garder la trace des actions engagées dans le cadre des obligations vis-à-vis de la protection de la population contre les risques sanitaires liés à l'amiante.

Le présent document détaille le contenu du dossier technique que doit constituer tout propriétaire immobilier ainsi que les modalités de communication et de gestion des dossiers.

Le DTA doit contenir les pièces suivantes :

- **LES RAPPORTS DE REPERAGE ET LEURS ANNEXES**

Les rapports de repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante sont annexés au DTA.

- **LE CAS ECHEANT :**

La date, la nature, la localisation et les résultats des évaluations périodiques de l'état de conservation, des mesures d'empoussièrement, des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante ou des mesures conservatoires mises en œuvre.

Ces informations sont constituées par les rapports et la fiche récapitulative contenus dans le présent DTA.

- **LA FICHE D'ENREGISTREMENT DE LA COMMUNICATION DU DTA** (complétée par le propriétaire):

Pour garder une traçabilité de la communication du dossier technique "Amiante", le propriétaire enregistre les différentes diffusions à toute personne physique et morale.

- **LA FICHE RECAPITULATIVE**, indiquant notamment la localisation et l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, l'enregistrement des travaux de retrait ou de confinement et les mesures conservatoires associées le cas échéant ainsi que les modalités de consultation du DTA.

La fiche récapitulative est un document qui peut être dissocié du dossier technique amiante :

"Lorsque le dossier technique "amiante" existe, le fiche récapitulative constitue l'état mentionné à l'article L.1334-13 du code de la santé publique".

Modalités de mise à jour du DTA et de sa fiche récapitulative :

Note importante :

Le "dossier technique amiante" est tenu à jour par le propriétaire et intègre les éléments relatifs aux matériaux et produits contenant de l'amiante découverts à l'occasion de travaux ou d'opérations d'entretien.

Il est aussi mis à jour lors de toute opération de repérage, de surveillance portant sur ces matériaux et produits contenant de l'amiante.

Toute autre information relative à ces matériaux ou produits portée à la connaissance du propriétaire doit également y figurer.

La fiche récapitulative doit également être mise à jour par le propriétaire et communiquée dans un délai d'un mois après sa constitution ou sa mise à jour aux occupants de l'immeuble bâti et, si cet immeuble comporte des locaux de travail, aux employeurs.

Principaux textes réglementaires

Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9.

Code de la Santé Publique Chapitre VI section 2 – articles R1337-2 à R1337-5

Décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante ».

Code du travail - Section 3 Risques d'exposition à l'amiante - articles R4412-94 à R4412-148.

Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante modifié par Décret n°2013-594 du 5 juillet 2013;

Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante (rectificatif)

Matériaux et produits concernés par le repérage

Le « dossier technique Amiante » est établi sur la base du repérage des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13.9 du Code de la Santé Publique, accessibles sans travaux destructifs :

Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20 du Code de la Santé Publique

| COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER |
|----------------------------------|
| Flocages |
| Calorifugeages |
| Faux plafonds |

Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21 du Code de la Santé Publique

| COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION | PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER |
|---|--|
| 1. Parois verticales intérieures | |
| Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). | Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. |
| Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres. | Enduits projetés, panneaux de cloisons. |
| 2. Planchers et plafonds | |
| Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. | Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. |
| Planchers. | Dalles de sol. |
| 3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs | |
| Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...). | Conduits, enveloppes de calorifuges. |
| Clapets/volets coupe-feu. | Clapets, volets, rebouchage. |
| Portes coupe-feu. | Joints (tresses, bandes). |
| Vide-ordures. | Conduits. |
| 4. Eléments extérieurs | |
| Toitures. | Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. |
| Bardages et façades légères. | Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). |
| Conduits en toiture et façade. | Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée. |

Note importante :

Si à l'occasion de travaux qu'elle réalise, une entreprise met en évidence la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le présent Dossier Technique Amiante, elle est tenue d'en informer le propriétaire qui enregistrera cette information dans le dossier et prendra les dispositions nécessaires.

Modalités de communication.

Selon le Code de la Santé Publique (Chapitre IV – Section 2), les propriétaires sont tenus d'effectuer la recherche de matériaux contenant de l'amiante (matériaux cités plus haut), d'évaluer leur état de conservation afin de déterminer si des travaux s'avèreraient nécessaires.

Les propriétaires doivent aussi s'engager dans une démarche de gestion de ces matériaux et de respect des règles de sécurité à mettre en œuvre lors d'interventions sur ces matériaux (se référer au Code du Travail pour plus de précisions).

Afin de protéger les riverains des chantiers de démolition ils doivent par ailleurs procéder à une recherche de l'amiante plus complète en cas de démolition de tout ou partie des immeubles.

Le Dossier technique Amiante est :

1°) Tenu par le propriétaire à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des employeurs, des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail. Ces personnes sont informées des modalités de consultation du dossier ;

2°) Communiqué par le propriétaire aux personnes et instances suivantes, **sur leur demande** et dans le cadre de leurs attributions respectives :

- a) Agents ou services mentionnés au premier alinéa de l'article L. 1312-1, aux articles L. 1421-1 et L. 1435-7 et au deuxième alinéa de l'article L. 1422-1 ;
- b) Inspecteurs et contrôleurs du travail ;
- c) Inspecteurs d'hygiène et sécurité ;
- d) Agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ;
- e) Agents du ministère chargé de la construction mentionnés à l'article L. 151-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- f) Inspecteurs de la jeunesse et des sports ;
- g) Personnes chargées de l'inspection des installations classées et des installations nucléaires de base mentionnées à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;
- h) Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- i) Toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti.

Le propriétaire conserve une attestation écrite de la communication du dossier à ces personnes.

Enregistrement de la communication du Dossier Technique Amiante.

| Date | Entreprise informée | Nom + Signature |
|------|---------------------|-----------------|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

Contenu du Dossier Technique Amiante

Le Dossier Technique Aмиante, doit être constitué des documents suivants :

Rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante
Rapports d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante
Rapports de mesures d'empoussièrement
Documents relatifs aux travaux de retrait ou de confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante (plans de retrait ou de confinement, rapports de fin d'intervention)
Documents relatifs aux mesures conservatoires mises en place
Rapports d'examen visuels des surfaces traitées

Ces documents sont archivés en annexe du présent document.

ANNEXE : Documents constitutifs du DTA

| Numéro de référence du rapport de repérage | Date du rapport | Nom de la société et opérateur de repérage | Objet du repérage |
|---|-----------------|--|-------------------------------------|
| 251.93.09.00214 | 26/06/2009 | QUALICONSULT L.LEVEAUX | Intégration au DTA |
| 251.93.09.00214 DTA | 01/07/2009 | QUALICONSULT L.LEVEAUX | DTA |
| Rapport n°2701870 | 01/08/2014 | BUREAU VERITAS K.MOUNSIF | Etats de conservation |
| Rapport n°2701870 | 01/08/2014 | BUREAU VERITAS K.MOUNSIF | Repérage des éléments extérieurs |

| DOCUMENTS MENTIONNES DANS LES ARCHIVES NON ANNEXES AU PRESENT DOSSIER | | | |
|---|------|--------------------------|-------------------|
| INTITULE DU DOCUMENT | DATE | REFERENCE DU DOCUMENT | NOM DE LA SOCIETE |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |



QUALICONSULT IMMOBILIER

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Renseignements relatifs à l'immeuble bâti et à son affectation

☒ Immeuble bâti
☐ Ensemble bâti : UFR Droit et Sciences économiques

Adresse : Université Paris 13 Nord
99, avenue Jean Baptiste Clément
93430 VILLETANEUSE

Date de construction : 1970

Propriétaire : Université Paris 13 Nord
99, avenue Jean Baptiste Clément - 93430 VILLETANEUSE

Affectation principale : Enseignement

Affectation(s) secondaire(s) : /

Renseignements relatifs au dossier technique, à sa détention et à sa mise à jour

N° de dossier : 251.93.09.00214 DTA

Date de constitution : 01 juillet 2009

Assistant pour la réalisation : QUALICONSULT - 8, rue Jean Goujon 75008 PARIS
Représenté par LEVEAUX Loïc

Personne qui détient le DTA : Madame Caroline LAURENT
Université Paris 13 Nord
99, avenue Jean Baptiste Clément - 93430 VILLETANEUSE

Personne chargée de la mise à jour : Madame Caroline LAURENT
Université Paris 13 Nord
99, avenue Jean Baptiste Clément - 93430 VILLETANEUSE

Le Technicien

LEVEAUX Loïc

ALBAN AMOÛT - MAJ 12/07/04 - Index 2

Agence IDF Ouest

12, rue des Peupliers - 92752 NANTERRE Cedex - Tél. : 01 41 38 31 18 - Fax : 01 41 38 31 19

| | | |
|---|---|--|
|  QUALICOONSULT | DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE | 251 93 09 00214 DTA 01 juillet 2009 |
| Immeuble bâti : | UFR Droit et Sciences économiques Université Paris 13 Nord - 99, avenue Jean Baptiste Clément - 93430 VILLETANEUSE | |

AMIAN AMODT - MAJ120704- indice c

- SOMMAIRE -

PARTIE 1 - BASES REGLEMENTAIRES, FINALITE ET FONCTIONNEMENT

PARTIE 2 - ETAT DESCRIPTIF A LA DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER

PARTIE 3 - FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

PARTIE 4 - MISE A JOUR DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

PARTIE 5 - ENREGISTREMENTS DES FICHES PROTOCOLE ET DES DOCUMENTS DE MISE A JOUR

| | | |
|---|---|--|
|  | DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE | 251.93 09.00214 DTA 01 juillet 2009 |
| Immeuble bâti : | UFR Droit et Sciences économiques Université Paris 13 Nord - 99, avenue Jean Baptiste Clément - 93430 VILLETANEUSE | |

AMIAN AMODT - MAJ120704- indice c

PARTIE 1 - BASES REGLEMENTAIRES, FINALITE ET FONCTIONNEMENT

1.1 Bases réglementaires

Les articles R 1334-25 et R1334-26 du code de la santé publique imposent aux propriétaires d'immeubles bâtis (hormis maisons individuelles et parties privatives d'immeubles collectifs d'habitation) dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997 de constituer et de tenir à jour un Dossier Technique Amiante. Ce dernier doit comporter :

- la localisation précise des matériaux et produits contenant de l'amiante ainsi que, le cas échéant, leur signalisation,
- l'enregistrement de l'état de conservation de ces matériaux et produits,
- l'enregistrement des travaux de retrait ou de confinement de ces matériaux et produits et des mesures conservatoires mises en œuvre
- les consignes générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment les procédures d'intervention, y compris les procédures de gestion et d'élimination des déchets,
- une fiche récapitulative.

Ce dossier est établi sur la base d'un repérage portant sur les matériaux et produits figurant sur le programme de repérage mentionné à l'article R 1334-26 du code de la santé publique et accessibles sans travaux destructifs.

1.2 Finalité

a) Regrouper des informations à jour

Le dossier technique amiante rassemble l'ensemble des informations à jour sur la présence d'amiante dans le bâtiment afin qu'elle puissent être rapidement consultées.

Ce dossier s'inscrit dans la durée car il suivra potentiellement le bâtiment durant toute sa vie. Il est donc impératif que ce dossier soit régulièrement mis à jour pour représenter au moment de sa consultation, et même plusieurs années après sa constitution, un état instantané des matériaux amiantés en présence et de leur état de conservation.

b) Informer les entreprises lors de travaux

Le dossier technique amiante doit être transmis contre récépissé à toute entreprise amenée à réaliser des travaux dans l'immeuble. Le but est ici de permettre à l'entreprise de prendre le risque amiante dans le cadre de l'évaluation des risques liés à l'intervention à réaliser.

Attention toutefois : la réalisation du dossier technique amiante ne constitue pas pour autant un ultime repérage d'amiante. En effet, en cas de travaux de réhabilitation touchant à des volumes qui n'étaient pas accessibles lors du repérage, ou encore en cas de démolition, les investigations devront être complétées en incluant les sondages destructifs permettant un repérage exhaustifs des matériaux amiantés.

c) Informer l'acheteur en cas de cession

La fiche récapitulative du dossier technique amiante, synthèse extraite du dossier dont le contenu est défini par l'arrêté du 22 août 2002, constitue le constat devant être annexé à l'acte de vente en cas de cession de l'immeuble bâti.

d) Informer les occupants

La fiche récapitulative du dossier technique amiante doit être diffusée aux occupants de l'immeuble bâti ou à leur représentant et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de sa mise à jour.

1.3 Fonctionnement

A la date de sa constitution par QUALICONSLT, le présent Dossier Technique Amiante est basé sur une synthèse des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante réalisés conformément à la réglementation. Il contient :

- un état descriptif des repérages effectués et des matériaux repérés et la copie des rapports de repérage ayant permis la constitution de cet état (partie 2)
- la fiche récapitulative à la date de constitution du dossier (partie 3),
- des protocoles de mise à jour (partie 4).

Pour tenir à jour et assurer la diffusion du Dossier Technique Amiante, l'utilisateur devra simplement suivre les instructions décrites par les protocoles fournis correspondant à l'événement qu'il rencontre et placer les enregistrements des mises à jour dans la partie 5 du dossier.

| | | |
|--|----------------------------------|--|
|  QUALICONSULT | DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE | 251.93.09.00214 DTA 01 juillet 2009 |
| Immeuble bât : UFR Droit et Sciences économiques Université Paris 13 Nord - 99, avenue Jean Baptiste Clément - 93430 VILLETANEUSE | | |

AMIAN AMOBT - MAJ120704 - indice c

PARTIE 2 - ETAT DESCRIPTIF A LA DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER

2.1 Rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante réalisés

| N° chrono | Organisme mandaté | Référence du rapport | Date du rapport | Portée du repérage ¹⁾ | | | | | Observations, réserves et remarques |
|-----------|-------------------|----------------------|-----------------|----------------------------------|----|-----|-----|-------|-------------------------------------|
| | | | | F/C | FP | MCA | DTA | Autre | |
| DIAG1 | QUALICONSULT | 251.93.09.00214 | 26/08/2009 | | | | X | | |
| DIAG2 | | | | | | | | | |
| DIAG3 | | | | | | | | | |
| DIAG4 | | | | | | | | | |

F/C : Flocages et calorifugeages contenant de l'amiante

FP : Faux-plafonds contenant de l'amiante

MCA : Repérage étendu aux autres matériaux et produits contenant de l'amiante que flocages, calorifugeages et faux-plafonds antérieur à la réglementation relative au dossier technique amiante

DTA : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour constitution du Dossier Technique Amiante

Autre : Repérage avant travaux ou analyse de matériau ponctuelle

2.2 Matériaux et produits contenant de l'amiante repérés

2.2.1 Flocages, calorifugeages et faux-plafonds

| Matériau | Cf. DIAG | Localisations, signalisation | Cotations et Obligations | A réaliser avant le |
|----------|----------|------------------------------|--|---------------------|
| / | / | / | <input type="checkbox"/> 1. Contrôle périodique <input type="checkbox"/> 2 et niveau d'empoussièrement < 5 f/l contrôle périodique <input type="checkbox"/> 2 et niveau d'empoussièrement > 5f/l travaux de confinement ou de retrait <input type="checkbox"/> 3 travaux de confinement ou de retrait | / |

2.2.2 Autres matériaux et produits accessibles sans travaux destructifs

| Matériau ou produit | Cf. DIAG | Localisations, signalisation | Etat de conservation | Mesures d'ordre général préconisées |
|----------------------|----------|---|---|---|
| Dalles de sol noires | DIAG1 | Rez-de-chaussée (Salles de classe, réserves circulations, bureaux) 1 ^{er} étage (Salles de classe, réserves circulations, bureaux) 2 ^{ème} étage (Salles de classe, réserves circulations, bureaux) | <input type="checkbox"/> Bon état de conservabon <input checked="" type="checkbox"/> Etat dégradé | Contrôler l'état de conservation et recouvrir d'éventuelles zones dégradées |
| Colle noire | DIAG1 | Rez-de-chaussée (Salles de classe, réserves circulations, bureaux) 1 ^{er} étage (Salles de classe, réserves circulations, bureaux) 2 ^{ème} étage (Salles de classe, réserves circulations, bureaux) | <input checked="" type="checkbox"/> Bon état de conservation <input type="checkbox"/> Etat dégradé | Contrôler l'état de conservation et recouvrir d'éventuelles zones dégradées |

PARTIE 3 - FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Immeuble bâti concerné

☒ Immeuble bâti
☐ Ensemble bâti

: UFR Droit et Sciences économiques

Adresse : Université Paris 13 Nord
 99, avenue Jean Baptiste Clément – 93430 VILLETANEUSE

Modalités de consultation du dossier complet

Détenteur du Dossier : Madame Caroline LAURENT
 Université Paris 13 Nord
 99, avenue Jean Baptiste Clément – 93430 VILLETANEUSE

Lieu où le Dossier peut être consulté : Université Paris 13 Nord
 99, avenue Jean Baptiste Clément – 93430 VILLETANEUSE

Informations sur la fiche

Date de création de la fiche : 01/07/2009 par : QUALICONSLT

Date de la dernière mise à jour : par :

Mise à jour n°

Repérages d'amiante réalisés

| Locaux visités | | Locaux non visités |
|--|---|--------------------|
| Repérage des matériaux et produits figurant dans le programme de repérage mentionné à l'article R 1334-26 du code de la santé publique | Repérage et à évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux-plafonds uniquement | |
| Tous les locaux de l'UFR Droit et Sciences économiques ont fait l'objet d'investigations | Tous les locaux de l'UFR Droit et Sciences économiques ont fait l'objet d'investigations | / |
| | | |

Matériaux et produits repérés

| Matériau ou produit | Localisations | Etat de conservation | Mesures d'ordre général préconisées | Modifications et travaux effectués depuis la date de création de la fiche |
|----------------------|--|--|---|---|
| Dalles de sol noires | Rez-de-chaussée (Salles de classe, réserves, circulations, bureaux) 1 ^{er} étage (Salles de classe, réserves, circulations, bureaux) 2 ^{ème} étage (Salles de classe, réserves, circulations, bureaux) | Etat dégradé à des endroits dans les circulations et certaines classes. Des dalles sont manquantes et laissent apparaître la colle noire | Contrôler l'état de conservation et recouvrir d'éventuelles zones dégradées | / |
| Colle noire | Rez-de-chaussée (Salles de classe, réserves, circulations, bureaux) 1 ^{er} étage (Salles de classe, réserves, circulations, bureaux) 2 ^{ème} étage (Salles de classe, réserves, circulations, bureaux) | / | Contrôler l'état de conservation et recouvrir d'éventuelles zones dégradées | / |
| | | | | |

Consignes Générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique «amiante» et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article 10-2 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié. Ces consignes doivent également être portées à connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés. Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation. Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe I du présent arrêté.

1. Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre). Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

2. Information des professionnels

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPBTP).

3. Consignes générales de sécurité

A. - Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage. L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique) afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

- Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation ;
- Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B. - Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Élimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Élimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

| | | |
|---|----------------------------------|--|
|  | DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE | 251.93.09 00214 DTA 01 juillet 2009 |
| Immeuble bâti : UFR Droit et Sciences économiques Université Paris 13 Nord - 99, avenue Jean Baptiste Clément - 93430 VILLETANEUSE | | |

AMIAN AMDDT - MAJ120704 - index 1

PARTIE 4 - MISE A JOUR DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Les protocoles donnés dans cette partie du dossier permettent la mise à jour du Dossier Technique Amiante dans les cas suivants :

| Evénements | | Protocole | Applicable au présent dossier |
|------------|--|-----------|---|
| 1 | Intervention d'une entreprise pour la réalisation de travaux de maintenance dans l'immeuble bâti | PRO1 | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet |
| 2 | Travaux de retrait ou de confinement d'un matériau ou produit amianté | PRO2 | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet |
| 3 | Contrôle de l'état de conservation d'un matériau ou produit amianté autre qu'un flocage, calorifugeage ou faux-plafond | PRO3 | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet |
| 4 | Contrôle de l'état de conservation d'un flocage, calorifugeage ou faux-plafond amianté | PRO4 | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non, sans objet |
| 5 | Mise en œuvre de mesures conservatoires en l'attente de travaux de retrait ou de confinement de flocages, de calorifugeages ou de faux-plafonds amiantés | PRO5 | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non, sans objet |
| 6 | Mise à jour et diffusion de la fiche récapitulative | PRO6 | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet |
| 7 | Réalisation de travaux de réhabilitation, démolition totale ou partielle de l'immeuble | PRO7 | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet |
| 8 | Cession de l'immeuble bâti | PRO8 | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet |

| | | |
|---|----------------------------------|--|
|  QUALICONSLT | DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE | 251 93 09.00214 DTA 01 juillet 2009 |
| Immeuble bâti : UFR Droit et Sciences économiques Université Paris 13 Nord - 99, avenue Jean Baptiste Clément – 93430 VILLETANEUSE | | |

AMIAN AMODT – MAJ120704 – indice c

| | |
|---|---|
| PRO1 | <p style="text-align: center;">Protocole pour l'intervention d'une entreprise pour la réalisation de travaux de maintenance dans l'immeuble bâti</p> |
| <p><i>L'article R 1334-28 du code de la santé publique prévoit que « les propriétaires communiquent le dossier technique amiante à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti et conservent une attestation écrite de cette communication »</i></p> <p>Le présent dossier est donc communiqué à toute entreprise ou toute personne amenée à réaliser des travaux dans l'immeuble.</p> <p>La trace de la communication du dossier technique amiante à l'entreprise est consignée sur la fiche d'enregistrement ci-dessous. Une fois renseignée, la fiche est signée par l'entreprise qui y appose son cachet.</p> <p>Elle est consignée dans le dossier en partie 5.</p> | |

| | | |
|---------------|--------------------------|-------------|
| Fiche N° | Etablie parle..... | VISA |
|---------------|--------------------------|-------------|

| | |
|--|-------------------|
| L'entreprise (raison sociale, adresse) : | représentée par : |
| | |
| Reconnaît avoir reçu le un exemplaire du Dossier Technique Amiante relatif à l'immeuble bâti suivant : UFR Droit et Sciences économiques - Université Paris 13 Nord - 99, avenue Jean Baptiste Clément – 93430 VILLETANEUSE | |
| Cachet de l'entreprise et Visa | |

| | | |
|--|----------------------------------|--|
|  | DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE | 251 93 09 00214 DTA 01 juillet 2009 |
| Immeuble bâti : UFR Droit et Sciences économiques Université Paris 13 Nord - 99, avenue Jean Baptiste Clément - 93430 VILLETANEUSE AMAH AMODY - MAJ120704 - indice c | | |

| | |
|---|---|
| PRO2 | Protocole de mise à jour du dossier technique amiante après travaux de confinement ou de retrait d'amiante |
| <p>Les travaux effectués sont consignés sur la fiche d'enregistrement ci-dessous où sont indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les matériaux et produits contenant de l'amiante confinés ou retirés - la nature des travaux, - la localisation précise des travaux de retrait ou de confinement, - la date de réception des travaux, - la raison sociale et l'adresse de l'entreprise ayant effectué les travaux, - le nom du représentant de l'entreprise ayant effectué les travaux, - le destinataire des déchets contenant de l'amiante, - le résultat de l'examen des surfaces traitées avant restitution des locaux aux occupants (obligatoire après travaux de retrait ou de confinement de flocages, calorifugeages, faux-plafonds), - Le (ou les) résultat(s) du contrôle d'empoussièrement avant restitution des locaux aux occupants (obligatoire après travaux de retrait ou de confinement de flocages, calorifugeages, faux-plafonds), - La liste des documents associés à la fiche (Dossiers des ouvrages exécutés, bordereaux de suivi de déchets, mesures d'empoussièrement, rapport d'examen visuel des surfaces traitées...). <p>La fiche est ensuite consignée en partie 5 du dossier avec une copie ou les originaux des documents listés.</p> <p>La fiche récapitulative est mise à jour en respectant le protocole PRO5.</p> | |

| | | |
|----------------|----------------------------|------|
| Fiche N° | Etablie par le | VISA |
|----------------|----------------------------|------|

| Matériau ou produit concerné | Nature des travaux | Localisation des travaux | Date de réception |
|------------------------------|--------------------|--------------------------|-------------------|
| | | | |

| Entreprise ayant effectué les travaux | Installation destinataire des déchets amiantés |
|--|--|
| Raison sociale : Adresse : Représentée par : | <input type="checkbox"/> CET Classe <input type="checkbox"/> Vitrification Raison sociale : Adresse : |

| Examen visuel des surfaces traitées | Contrôle(s) d'empoussièrement avant restitution |
|--|---|
| Organisme : Date de réalisation : Résultat : | Organisme : Date de réalisation : Concentration(s) mesurée(s) : |

| Liste des documents associés à cette fiche | |
|--|----------|
| 1. | 6. |
| 2. | 7. |
| 3. | 8. |
| 4. | 9. |
| 5. | 10. |

| | | |
|---|----------------------------------|---|
|  | DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE | 251.93.09 00214 DTA 01 juillet 2009 |
| | | Immeuble bâti : UFR Droit et Sciences économiques Université Paris 13 Nord - 99, avenue Jean Baptiste Clément - 93430 VILLETANEUSE |

AMIAN AMODT - MAJ120704- indice c

| | |
|--|--|
| PRO3 | Protocole de mise à jour du dossier technique amiante après contrôle de l'état de conservation d'un matériau amianté autre qu'un flocage, un calorifugeage ou un faux-plafond |
| <p>La réglementation n'impose pas de contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux amiantés autres que les flocages, calorifugeages ou faux-plafonds. La mention de l'état de conservation de chaque matériau et produit amianté détecté dans la partie 2. « état descriptif » suffit pour que le propriétaire soit en conformité avec la réglementation à la date de constitution du présent dossier technique amiante. Ce protocole ne sera donc mis en œuvre que dans le cadre d'une démarche volontaire du propriétaire avec une périodicité qu'il aura choisie.</p> <p>Le résultat du contrôle de l'état de conservation de chaque matériau amianté concerné est consigné sur la fiche d'enregistrement ci-dessous où sont indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le matériau ou produit contenant de l'amiante, - la localisation précise du matériau ou produit contrôlé, - la date du contrôle de l'état de conservation, - le nom et les coordonnées de l'organisme ayant effectué le contrôle, - le résultat du contrôle (bon état de conservation ou état dégradé), - la localisation des dégradations constatées s'il y a lieu, - les mesures d'ordre général préconisées par l'organisme ayant réalisé le contrôle en cas de constat de dégradations. - les références du rapport de contrôle dans la liste des documents associés à la fiche. <p>La fiche est consignée en partie 5 du dossier avec une copie ou l'original du rapport de contrôle.</p> <p>La fiche récapitulative est mise à jour en respectant le protocole PRO6.</p> | |

| | | |
|---------------|----------------------------|------|
| Fiche N° | Etablie par le | VISA |
|---------------|----------------------------|------|

| Contrôle | | | |
|----------|--------------|-------|-----------|
| Matériau | Localisation | Date | Organisme |
| | | | |

| Résultats du contrôle | | |
|--|-------------------------------|-------------------------------------|
| Conclusion | Localisation des dégradations | Mesures d'ordre général préconisées |
| <input type="checkbox"/> Bon état de conservation <input type="checkbox"/> Etat dégradé | | |

| Liste des documents associés à cette fiche | |
|--|---------|
| 1..... | 6..... |
| 2..... | 7..... |
| 3..... | 8..... |
| 4..... | 9..... |
| 5..... | 10..... |

| | | |
|---|----------------------------------|--|
|  | DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE | 251.93.09.00214 DTA 01 juillet 2009 |
| Immeuble bâti : UFR Droit et Sciences économiques Université Paris 13 Nord - 99, avenue Jean Baptiste Clément - 93430 VILLETANEUSE | | |

AMIAN AMOBT - MAJ120704 - indice 6

| | |
|--|--|
| PRO4 | Protocole de mise à jour du dossier technique amiante après contrôle de l'état de conservation d'un flocage, d'un calorifugeage ou d'un faux-plafond contenant de l'amiante |
| <p>Les articles R 1334-17 et R 1334-18 du code de la santé publique prévoit qu'en cas de présence d'un flocage, d'un calorifugeage ou d'un faux-plafond contenant de l'amiante dont l'évaluation de l'état de conservation a donné lieu à une cotation 1 ou à une cotation 2 avec un contrôle d'empoussièrement inférieur ou égal à 5 fibres par litre, un contrôle de l'état de conservation périodique soit réalisé tous les 3 ans.</p> <p>Le résultat du contrôle de l'état de conservation de chaque matériau amianté concerné est consigné sur la fiche d'enregistrement ci-dessous où sont indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le matériau ou produit contenant de l'amiante contrôlé - la localisation précise du matériau ou produit contrôlé, - la date du contrôle de l'état de conservation, - le nom et les coordonnées de l'organisme ayant effectué le contrôle, - le résultat du contrôle (cotation 1, 2 ou 3), - s'il y a lieu le résultat du contrôle d'empoussièrement et l'organisme ayant effectué la mesure, - les conséquences du contrôle en suivant les indications données par la fiche - les références du rapport de contrôle dans la liste des documents associés à la fiche. <p>La fiche est consignée en partie 5 du dossier avec une copie ou l'original du rapport de contrôle. La fiche récapitulative est mise à jour en respectant le protocole PR06.</p> | |

| | | |
|---------------|----------------------------|------|
| Fiche N° | Etablie par le | VISA |
|---------------|----------------------------|------|

| Contrôle | | | |
|--|--------------|-------|-----------|
| Matériau | Localisation | Date | Organisme |
| <input type="checkbox"/> Flocage <input type="checkbox"/> Calorifugeage <input type="checkbox"/> Faux-plafonds | | | |

| Résultat du contrôle | | | |
|----------------------------|--|--|---|
| <input type="checkbox"/> 1 | Contrôle de l'état de conservation à renouveler avant le (3 ans à partir de la date de remise du rapport) ou en cas de modification du local ou de son usage | | |
| <input type="checkbox"/> 2 | Contrôle d'empoussièrement Réalisé le : Organisme : Résultat : fibres / litre | <input type="checkbox"/> C > 5 f / l <input type="checkbox"/> C ≤ 5 f / l | Travaux de retrait ou de confinement à réaliser avant le (36 mois à partir de la date de remise du rapport) Contrôle de l'état de conservation à renouveler avant le (3 ans à partir de la date de remise du rapport) ou en cas de modification du local ou de son usage |
| | | | |
| <input type="checkbox"/> 3 | Travaux de retrait ou de confinement à réaliser avant le (36 mois à partir de la date de remise du rapport) | | |

| Liste des documents associés à cette fiche | |
|--|---------|
| 1..... | 6..... |
| 2..... | 7..... |
| 3..... | 8..... |
| 4..... | 9..... |
| 5..... | 10..... |

| | | |
|---|----------------------------------|--|
|  | DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE | 251.93.09.00214 DTA 01 juillet 2009 |
| Immeuble bâti : UFR Droit et Sciences économiques Université Paris 13 Nord - 99, avenue Jean Baptiste Clément - 93430 VILLETANEUSE | | |

AMIAN AMODT - MAJ120704 - indice c

| | |
|---|---|
| PRO5 | Protocole de mise à jour du dossier technique amiante après mise en œuvre de mesures conservatoires en l'attente de travaux de retrait ou de confinement de flocages, calorifugeages ou faux-plafonds amiantés |
| <p>L'article R 1334-18 du code de la santé publique prévoit, lorsque des travaux de retrait ou de confinement d'un flocage, d'un calorifugeage ou un faux-plafond contenant de l'amiante est nécessaire (cotation 3 ou cotation 2 avec un contrôle d'empoussièrément supérieur à 5 fibres par litre), qu'en l'attente de la réalisation effective de ces travaux, des mesures conservatoires appropriées soient mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir à un niveau le plus bas que possible et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrément inférieur ou égale à 5 fibres par litre.</p> <p>Les mesures conservatoires sont consignées sur la fiche d'enregistrement ci-dessous où sont indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le matériau ou produit contenant de l'amiante devant faire l'objet de travaux de retrait ou de confinement, - la localisation précise du matériau ou produit concerné, - la description des mesures conservatoires mises en œuvre, - la date de mise en œuvre de ces mesures conservatoires, - la date de réalisation des travaux de confinement ou de retrait d'amiante (fin des mesures conservatoires), - la liste des éventuels documents associés à la fiche. <p>La fiche est consignée en partie 5 du dossier avec les originaux ou une copie des éventuels documents associés.</p> <p>La fiche récapitulative (Cf. partie 3) est mise à jour en respectant le protocole PR05.</p> | |

| | | |
|---------------|----------------------------|------|
| Fiche N° | Etablie par le | VISA |
|---------------|----------------------------|------|

| Matériau | Localisation | Date prévue pour la réalisation des travaux de retrait ou de confinement |
|--|-------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> Flocage <input type="checkbox"/> Calorifugeage <input type="checkbox"/> Faux-plafonds | | |

| Nature des mesures conservatoires | Date de mise en œuvre |
|-----------------------------------|-----------------------|
| | |

| Liste des documents associés à cette fiche | |
|--|---------|
| 1..... | 6..... |
| 2..... | 7..... |
| 3..... | 8..... |
| 4..... | 9..... |
| 5..... | 10..... |

| | | |
|---|----------------------------------|--|
|  | DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE | 251.93 09 00214 DTA 01 juillet 2009 |
| Immeuble bâti : UFR Droit et Sciences économiques Université Paris 13 Nord - 99, avenue Jean Baptiste Clément – 93430 VILLETANEUSE | | |

AMIAN AMODT – MAJ120704 – indice c

| | |
|---|--|
| PRO6 | Protocole de mise à jour et de diffusion de la fiche récapitulative |
| <p><i>D'après l'article R 1334-28 du code de la santé publique, les propriétaires communiquent la fiche récapitulative du dossier technique amiante aux occupants de l'immeuble bâti ou à leur représentant, ainsi qu'aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de sa mise à jour.</i></p> <p>Pour chaque mise à jour du dossier technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire une copie de la fiche récapitulative présente dans le dossier en partie 3, - indiquer la date de mise à jour et le numéro de mise à jour, - indiquer l'objet des mises à jour dans la colonne « Modifications et travaux effectués depuis la date de création de la fiche », - enregistrer le n° de fiche récapitulative dans la liste des documents associés, - envoyer la nouvelle fiche récapitulative aux destinataires prévus par la liste de diffusion donnée ci-dessous. <p>La fiche d'enregistrement est consignée en partie 5 du dossier avec la fiche récapitulative mise à jour.</p> | |

| | | |
|---------------|----------------------------|------|
| Fiche N° | Etablie par le | VISA |
|---------------|----------------------------|------|

| Objet de la mise à jour de la fiche | Date de mise à jour |
|-------------------------------------|---------------------|
| | |

| Organisation, Société... | Adresse | Nom et qualité du destinataire | Date de transmission |
|---|---------|--------------------------------|----------------------|
| Occupants ou représentant des occupants de l'immeuble bâti | | | |
| | | | |
| | | | |
| Chefs d'établissement des locaux de travail | | | |
| | | | |
| | | | |

| Liste des documents associés à cette fiche | |
|--|---------|
| 1..... | 6..... |
| 2..... | 7..... |
| 3..... | 8..... |
| 4..... | 9..... |
| 5..... | 10..... |

| | | |
|---|----------------------------------|--|
|  | DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE | 251 93 09 00214 DTA 01 juillet 2009 |
| Immeuble bâti : UFR Droit et Sciences économiques Université Paris 13 Nord - 99, avenue Jean Baptiste Clément – 93430 VILLETANEUSE | | |

AMIAN AMOBT – MAJ120704 – indice c

| | |
|--|---|
| PRO7 | Protocole en vue de réalisation de travaux de réhabilitation, démolition totale ou partielle de l'immeuble |
| <p>Le Dossier Technique amiante est établi sur la base d'un repérage des matériaux et produits accessibles sans travaux destructifs. Aussi, il ne peut être utilisé tel quel pour la réalisation de travaux de réhabilitation ou de démolition qui vont inévitablement toucher des volumes ou des composants de la construction qui n'étaient pas accessibles lors des repérages mentionnés en partie 2. Avant tous travaux, le propriétaire devra donc nécessairement mandater un contrôleur technique ou un technicien de la construction assuré et formé afin qu'il complète les conclusions du dossier technique amiante par un repérage exhaustif des matériaux et produits contenant de l'amiante, y compris au prix de sondages destructifs, sur l'ensemble du bâtiment en cas de démolition ou sur la partie de bâtiment touchée par des travaux en cas de réhabilitation.</p> <p>Le repérage devra être réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 janvier 2002 (démolition) et à la norme NF X 46-020 (travaux, démolition). Le rapport de repérage devra être transmis à toute personne physique ou morale amenée à organiser les travaux.</p> <p>Les investigations complémentaires sont consignés sur la fiche d'enregistrement ci-dessous où sont indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux projetés, - l'organisme mandaté et la date du rapport, - les réserves ou locaux non visités par l'organisme (attention, ces réserves doivent être levées avant réalisation des travaux), - la liste des matériaux ou produits repérés par l'organisme qui n'apparaissent pas dans le dossier technique amiante, - les références du rapport de repérage dans la liste des documents associés à la fiche. <p>La fiche d'enregistrement est consignée en partie 5 du dossier avec l'original ou une copie du rapport de repérage.</p> | |

| | | |
|---------------|---------------------------|------|
| Fiche N° | Etablie par le..... | VISA |
|---------------|---------------------------|------|

| | |
|--------------------|--------------------------|
| Nature des travaux | Localisation des travaux |
| | |

| | | |
|-------------------|-----------------|--|
| Organisme mandaté | Date du rapport | Locaux non visités ou réserves mentionnées dans le rapport |
| | | |

| | |
|--|---------------|
| Matériaux et produits repérés qui n'apparaissent pas dans le dossier technique amiante | Localisations |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |

| Liste des documents associés à cette fiche | |
|--|---------|
| 1..... | 6..... |
| 2..... | 7..... |
| 3..... | 8..... |
| 4..... | 9..... |
| 5..... | 10..... |

| PRO8 | Cession de l'immeuble bâti |
|--|----------------------------|
| <p><i>L'article L1334-7 prévoit qu'un état mentionnant la présence ou, le cas échéant, l'absence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante soit annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat et à tout contrat réalisant ou constatant la vente de certains immeubles bâtis. Par ailleurs l'article R 1334- 24 précise que lorsque le dossier technique « Amiante » existe, la fiche récapitulative contenue dans ce dossier constitue l'état mentionné à l'article L. 1334-7.</i></p> <p>En cas de vente de l'immeuble, il est donc inutile de réaliser un nouveau repérage d'amiante, c'est la fiche récapitulative à jour qui doit être annexé à l'acte authentique de vente.</p> | |

PARTIE 5 - ENREGISTREMENTS DES FICHES PROTOCOLE ET DES DOCUMENTS DE MISE A JOUR

[illegible][illegible]



QUALICONSULT IMMOBILIER

RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE A INTEGRER AU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

- Conforme à la Norme NF X 46-020 -

Objet de la mission

Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante conformément à l'article R 1334-26 du code de la santé publique

Immeuble bâti

**Université Paris 13 Nord
99, avenue Jean Baptiste Clément – 93430 VILLETANEUSE
UFR Droit et Sciences économiques**

Donneur d'ordre

**Université Paris 13 Nord – Secrétariat général – Bureau des Marchés
99, avenue Jean Baptiste Clément – 93430 VILLETANEUSE
Représentant ayant accompagné l'opérateur de repérage : Madame Souad ZOUITA**

Propriétaire

**Université Paris 13 Nord – Secrétariat général – Bureau des Marchés
99, avenue Jean Baptiste Clément – 93430 VILLETANEUSE**

Organisme ayant réalisé la mission

**QUALICONSULT - 8, rue Jean Goujon 75008 PARIS
Opérateur de repérage : LEVEAUX Loïc**

Laboratoire ayant effectué les analyses

Eurofins LEM – 20, rue du Kochersberg – BP 50047 – 67701 SAVERNE cedex

N° de rapport

251.93.09.00214

Date d'émission

26 juin 2009

AMIAN RDT - MAJ 01/07/04 - mdcg 0


L'opérateur de repérage

LEVEAUX Loïc

**Ce rapport comporte 14 pages, y compris cette page de garde et les annexes
Toute reproduction doit porter sur l'intégralité du document**

Agence IDF Ouest

12, rue des Peupliers - 92752 NANTERRE Cedex - Tél. : 01 41 38 31 18 - Fax : 01 41 38 31 19

| | | |
|--|--|---|
|  QUALICONSULT | Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante | 251.93.09 00214 26 juin 2009 |
| Immeuble bâti : Université Paris 13 Nord – UFR Droit et Sciences économiques – 93430 VILLETANEUSE | | |
| <small>AMIAN RDT – MAJ 01/07/04 – indice g</small> | | |

SOMMAIRE

| | |
|--|----------|
| 1. CONCLUSION | 3 |
| 2. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE | 3 |
| 2.1. REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES | 3 |
| 2.2. LIMITES DU REPERAGE | 3 |
| 2.3. DATE D'EXECUTION DU REPERAGE | 3 |
| 2.4. DOCUMENTS FOURNIS PAR LE DONNEUR D'ORDRE | 4 |
| 3. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE | 4 |
| 3.1. DELIMITATION DU REPERAGE | 4 |
| 3.2. MATERIAUX ET PRODUITS REPERES | 5 |
| ANNEXES | |
| Annexe 1 - Fiche d'identification et de cotation | |
| Annexe 2 - Plans et photos | |
| Annexe 3 - Procès verbal d'analyse | |
| Annexe 4 - Consignes générales de sécurité | |

1. Conclusion

Mise en garde importante : Conformément à la réglementation, le présent rapport ne concerne que les matériaux et les produits accessibles sans travaux destructifs au jour de la visite. De ce fait, en cas de travaux de réhabilitation, de restructuration ou de démolition dans le bâtiment concerné, les conclusions suivantes ne peuvent être considérées comme suffisantes. Des investigations complémentaires, notamment sur les volumes inaccessibles lors de l'exécution de notre mission, devront impérativement être réalisées pour compléter le repérage avant la réalisation de ces travaux.

Il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante après analyse.

| Matériaux / produits contenant de l'amiante après analyse | | |
|---|--|----------------|
| Matériau / produit | Etat de conservation | Voir 3. – Réf. |
| Dalles de sol noires | Etat dégradé à des endroits dans les circulations et certaines classes | Da1 |
| Colle noire associée aux dalles de sol | Bon état de conservation | CN |

2. Conditions de réalisation du repérage

2.1. Références réglementaires et normatives

Le repérage a été réalisé conformément à l'article R 1334-26 du code de la santé publique et aux modalités de repérage définies par l'annexe 1 de l'arrêté du 22 août 2002. Les modalités d'exécution du repérage et le présent rapport sont par ailleurs conformes à la norme NF X 46-020.

2.2. Limites du repérage

Les matériaux et produits ayant fait l'objet du repérage sont les matériaux et produits directement accessibles sans travaux destructifs définis par le programme mentionné à l'article R 1334-26 du code de la santé publique. Conformément aux dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté du 22 août 2002, si l'opérateur de repérage a repéré d'autres matériaux ou produits réputés contenir de l'amiante et accessibles sans travaux destructifs, ils ont également été repérés.


Nous attirons donc l'attention du donneur d'ordre sur la présence potentielle d'autres matériaux et produits contenant de l'amiante inaccessibles lors du repérage mais n'ayant pas été repérés lors de notre mission du fait des conditions de réalisation décrites ci-dessus.

2.3. Date d'exécution du repérage

Le repérage a été réalisé le 28 mai 2009.

2.4. Procédure de prélèvement

Chaque prélèvement a été réalisé avec un outil adapté à la nature du produit ou du matériau puis placé dans un contenant étanche doublé sur lequel ont été portées les indications nécessaires à son identification. Afin d'éviter toute contamination croisée, le matériel a été soigneusement nettoyé à l'aide de lingettes à l'alcool entre chaque prélèvement.

| | | |
|---|--|---------------------------------|
|  | Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante | 251.93.09.00214 26 juin 2009 |
| Immeuble bâti : Université Paris 13 Nord – UFR Droit et Sciences économiques – 93430 VILLETANEUSE | | |
| AMIAN RDT – MAJ 01/07/04 – indice 9 | | |

2.5. Documents fournis par le donneur d'ordre


| Liste des documents fournis | Observations | Voir annexe |
|--|--------------|-------------|
| <i>Plans ou croquis</i> | | |
| Plans des locaux | / | 2 |
| <i>Autres documents relatifs à la construction</i> | | |
| Aucun document relatif à la construction | / | / |
| <i>Rapports de repérage antérieurs</i> | | |
| Aucun rapport de repérage antérieur | / | / |

3. Résultats détaillés du repérage

3.1. Délimitation du repérage

| Etage | Locaux visités (voir plans en annexe 2) | Locaux non visités et justification | Volumes non accessibles | Remarques |
|------------------------|---|--|----------------------------|-----------|
| Rez-de-chaussée | Salles de classe, bureaux, réserves, sanitaires, local machinerie d'ascenseurs, gaines techniques, circulations | / | / | / |
| 1 ^{er} étage | Salles de classe, bureaux, réserves, sanitaires, gaines techniques, circulations | / | / | / |
| 2 ^{ème} étage | Salles de classe, bureaux, réserves, sanitaires, gaines techniques, circulations | / | / | / |
| Toiture | Terrasse | / | / | / |

Aucune investigation destructive lourde n'a été réalisée. Les installations en service, électriques, portes coupe feu, volets et clapets coupe feu, machineries d'ascenseurs - monte charge et équipements divers n'ont pas fait l'objet d'investigations ou démontage lourds du fait du danger encouru pour l'opérateur de repérage et par soucis de bon fonctionnement de ces derniers. Des éléments en amiante ciment ont pu ne pas être recensés, des gaines ou des canalisations peuvent être encoffrées ou directement coulées dans le béton et donc difficilement visibles.

| | | |
|--|--|---------------------------------|
|  | Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante | 251 93 09 00214 26 juin 2009 |
| Immeuble bâti : Université Paris 13 Nord – UFR Droit et Sciences économiques – 93430 VILLETANEUSE | | |

3.2. Matériaux et produits repérés

AMIAN RDT – MAJ 01/07/04 – page 9


| Parties des composants de la construction à vérifier ou à sonder (programme mentionné à l'art. R 1334-26 et arrêté du 22 août 2002) <input checked="" type="checkbox"/> : vérifié(s) ou sondé(s) / <input type="checkbox"/> : sans objet | Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante repérés | |
|--|---|-----------|
| | Oui / Non | Voir Réf. |
| Murs et poteaux <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| Flocages..... | Non | - |
| Enduits projetés..... | Non | - |
| Revêtements durs..... | Non | - |
| Entourage de poteaux..... | Non | - |
| Cloisons, gaines et coffres verticaux <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| Flocages..... | Non | - |
| Enduits projetés..... | Non | - |
| Panneaux de cloisons..... | Non | - |
| Plafonds, gaines et coffres horizontaux, poutres et charpentes <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| Flocages..... | Non | - |
| Enduits projetés..... | Non | - |
| Panneaux collés ou vissés..... | Non | - |
| Faux-plafonds <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| Panneaux..... | Non | - |
| Planchers <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| Dalles de sol..... | <u>OUI</u> | Da1 |
| Conduits de fluides (air, eau...) <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| Conduits..... | Non | - |
| Calorifugeages..... | Non | - |
| Enveloppes de calorifugeages..... | Non | - |
| Clapets, volets coupe-feu <input type="checkbox"/> | | |
| Clapets..... | Non | - |
| Volets..... | Non | - |
| Rebouchage..... | Non | - |
| Portes coupe-feu <input type="checkbox"/> | | |
| Joint..... | Non | - |
| Vide-ordures <input type="checkbox"/> | | |
| Conduits..... | Non | - |
| Trémies d'ascenseur ou de monte-charge <input type="checkbox"/> | | |
| Flocages..... | Non | - |
| Autres produits et matériaux réputés contenir de l'amiante <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| Colle noire..... | <u>OUI</u> | CN |

3.2.1. Matériaux et produits contenant de l'amiante

Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels, soit l'analyse, soit la connaissance de l'opérateur ont permis de conclure à la présence d'amiante :


| Présence d'amiante avérée après analyse | | | | |
|---|--|--|--------------------------------|--|
| Réf. | Matériau / produit | Localisations (voir plans en annexe 2) | Prélèvement(s) de référence | Etat de conservation ^(**) et localisation des dégradations |
| Da1 | Dalles de sol noires | Rez-de-chaussée (Salles de classe, réserves, circulations, bureaux) 1 ^{er} étage (Salles de classe, réserves, circulations, bureaux) 2 ^{ème} étage (Salles de classe, réserves, circulations, bureaux) | P1 | Etat dégradé à des endroits dans les circulations et certaines classes. Des dalles sont manquantes et laissent apparaître la colle noire |
| CN | Colle noire associée aux dalles de sol | Rez-de-chaussée (Salles de classe, réserves, circulations, bureaux) 1 ^{er} étage (Salles de classe, réserves, circulations, bureaux) 2 ^{ème} étage (Salles de classe, réserves, circulations, bureaux) | P1 | Bon état de conservation lorsque celle-ci est située sous les dalles en bon état |

(**) L'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux-plafonds est évalué par une cotation de 1 à 3 conformément aux modalités d'évaluation décrites par les arrêtés du 7 février 1996 et du 15 janvier 1998 (grilles d'évaluation fournies en annexe lorsqu'il y a lieu).
Les autres matériaux et produits sont classés en « bon état de conservation » ou en « état dégradé » suivant les dispositions de l'arrêté du 22 août 2002.

| | | |
|--|--|---|
|  QUALICONSULT | Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante | 251 93 09 00214 26 juin 2009 |
| Immeuble bâti : Université Paris 13 Nord – UFR Droit et Sciences économiques – 93430 VILLETANEUSE | | |
| <small>AMIAN RDT – MAJ 01/07/04 – indice g</small> | | |

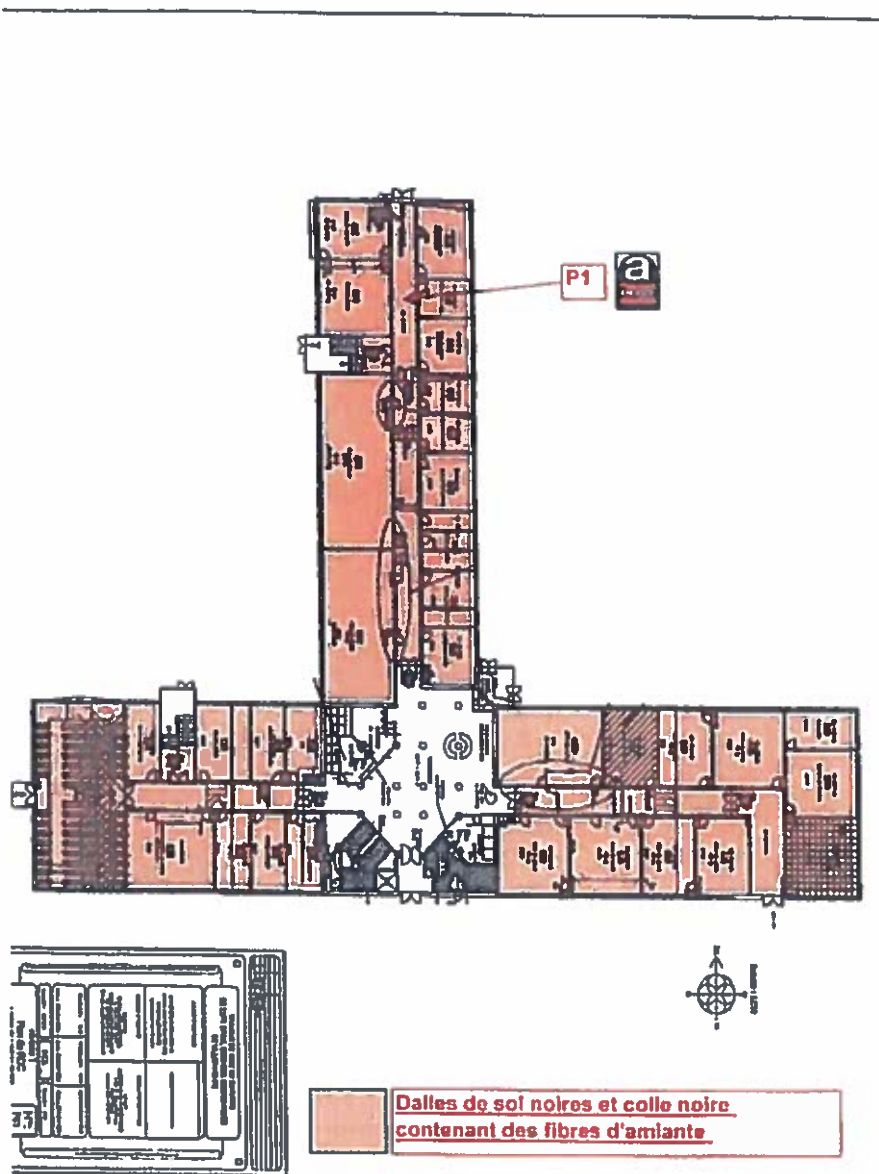
ANNEXE N°1 - Fiche d'identification et de cotation

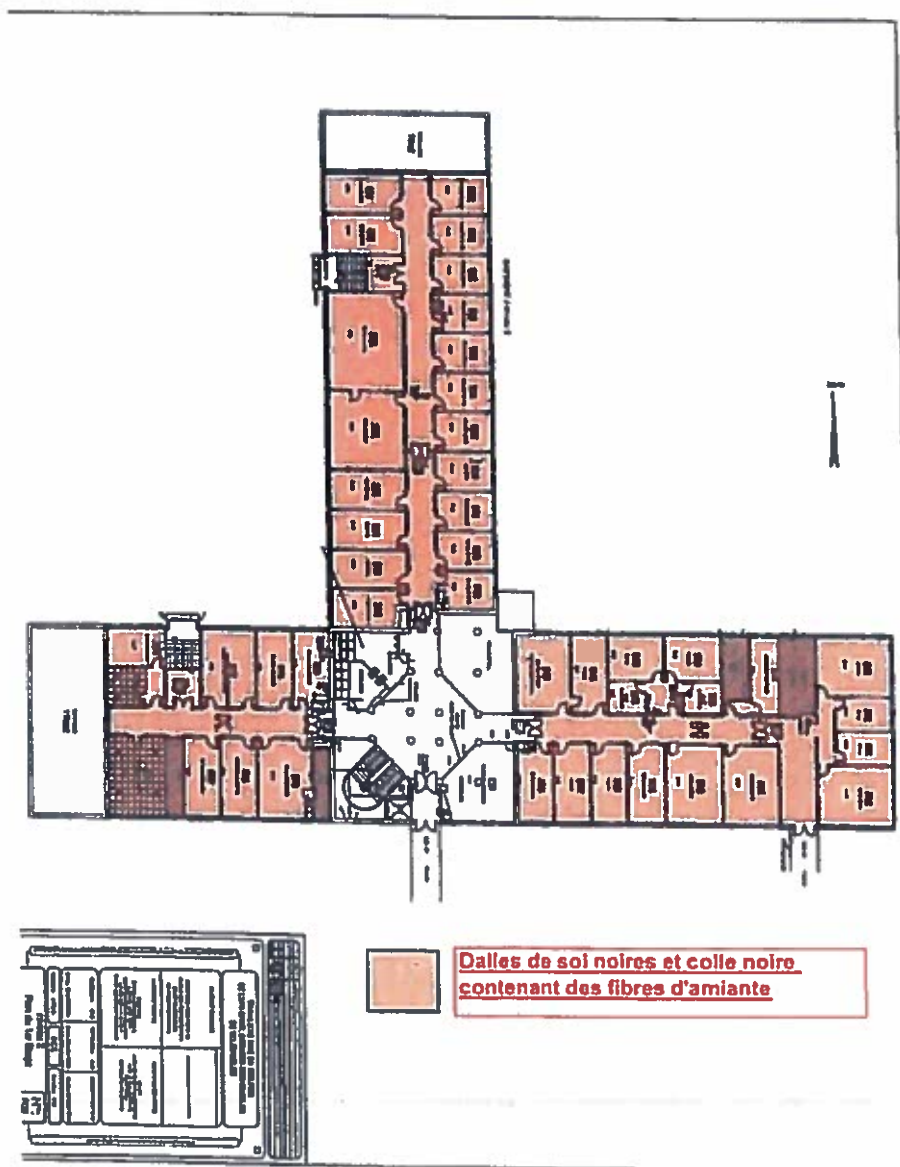
| Prélèvements effectués | | | | Conclusions | |
|------------------------|--|----------------------------------|------------|-----------------------|----------------------------|
| N° | Matériau ou produit prélevé et champ de l'analyse | Localisation | Date | Présence d'amiante | Observations, cotations |
| P1 | Dalle de sol noire + colle noire | Rez-de-chaussée – Circulation | 29/05/2009 | <u>OUI</u> | / |

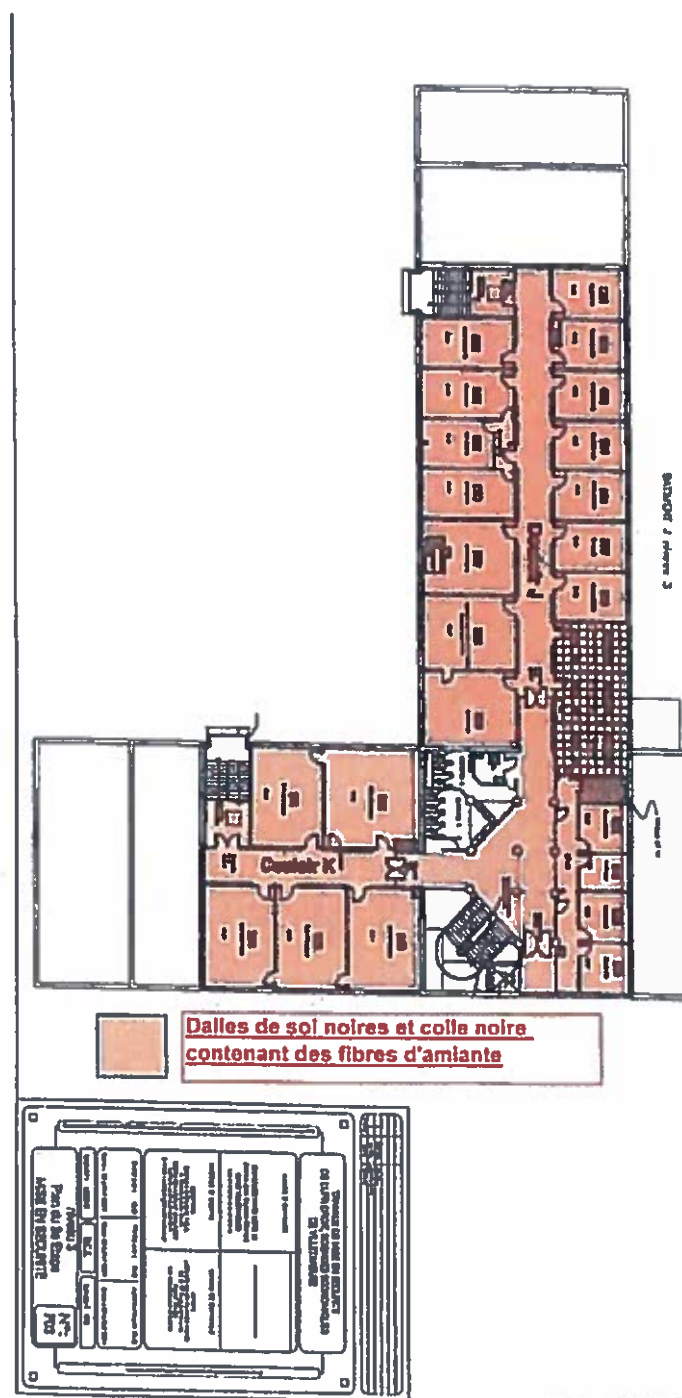
| | | |
|--|--|---|
|  QUALICONSLT | Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante | 251.93.09 00214 26 juin 2009 |
| Immeuble bâti : Université Paris 13 Nord – UFR Droit et Sciences économiques – 93430 VILLETANEUSE | | |


AMIAN RDT – MAJ 01/07/04 – indice g

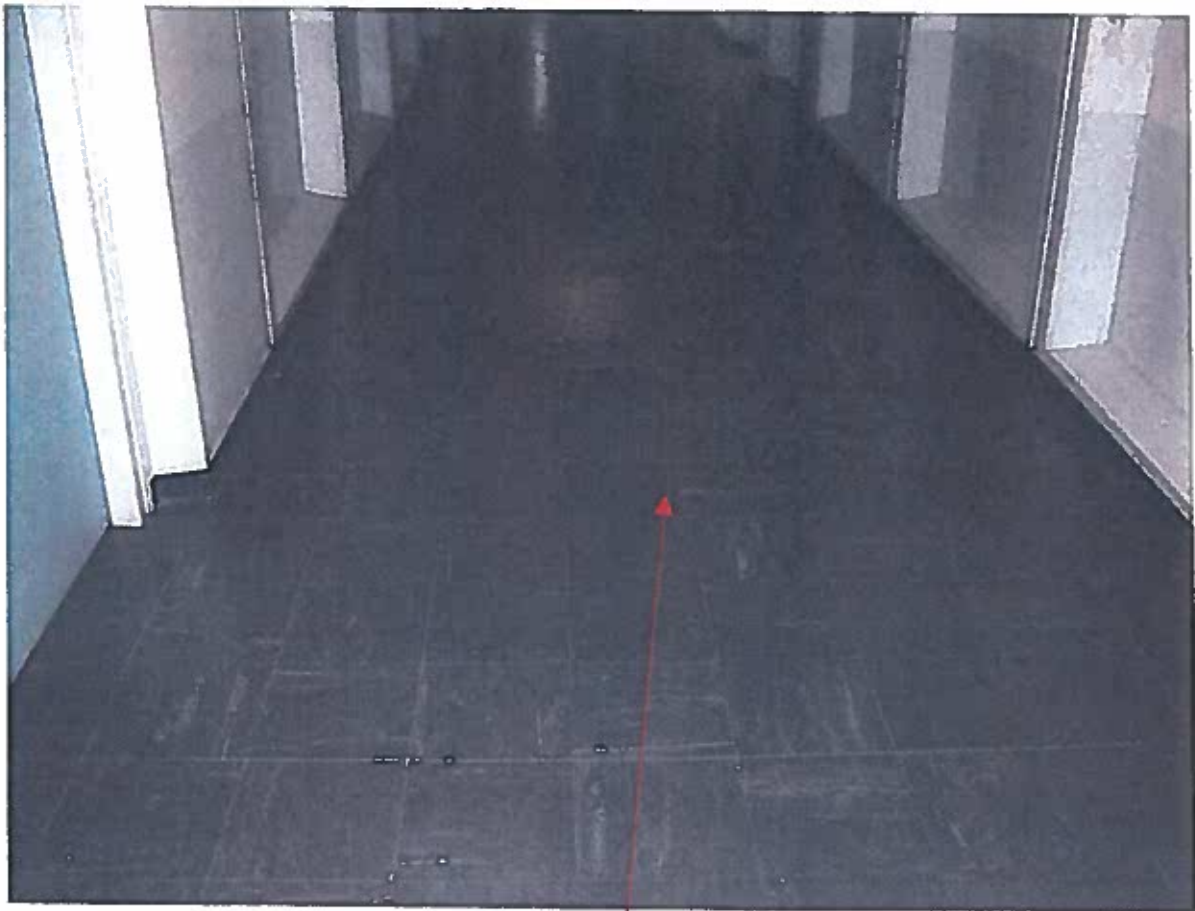
ANNEXE N°2 – Plans et photos **4 pages**








| | | |
|--|--|---|
|  | Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante | 251 93 09 00214 26 juin 2009 |
| Immeuble bâti : Université Paris 13 Nord – UFR Droit et Sciences économiques – 93430 VILLETANEUSE | | |
| <small>AMIAN RDT – MAJ 01/07/04 – indice g</small> | | |



Prélèvement P1 : Dalles de sol noires et colle noire contenant des fibres d'amiante

| | | |
|--|--|---|
|  QUALICONSULT | Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante | 251.93 09 00214 26 juin 2009 |
| Immeuble bâti : Université Paris 13 Nord – UFR Droit et Sciences économiques – 93430 VILLETANEUSE | | |

AMIAN RDT – MAJ 01/07/04 – indice g

ANNEXE N°3 - Procès verbal d'analyse **1 page**

QUALICONSLT IMMOBILIER

Mme BURKAT

12 rue des peupliers

92752 NANTERRE

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° échantillon LEM : 09S020624-001

Version du : 17/06/2009 17:47

Page 1 sur 1

Date de réception : 15/06/2009

Référence dossier : 251 93 09 00214

UNIVERSITE PARIS NORD 13 - 93 VILLETANEUSE

UFR DROIT - SCIENCES ECONOMIQUES

Référence échantillon : P1 - Dalle sol noire + colle noire - RDC circulation

| Paramètres | Résultats | Normes |
|-----------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| Phase : 1 | | |
| Description visuelle | Colle noire | |
| Description microscopique en MOLP | Matériau synthétique | |
| Traitement de l'échantillon | Traitement au chloroforme | |
| Nombre de préparations | 2 | |
| • Résultat de l'analyse par MOLP | Fibres d'amiante de type Chrysotile | HSG 248(MDHS 77) |
| Phase : 2 | | |
| Description visuelle | Plaque dure | |
| Description microscopique en MET | Traitement au tétrahydrofurane | |
| Traitement de l'échantillon | 1 | |
| Nombre de préparations | | |
| • Résultat de l'analyse par MET | Fibres d'amiante de type Chrysotile | Adaptation de la NFX 43-050 |



Pascal Haller


Responsable Département Fibres et
Poussières

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale (il comporte 1 page(s)). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence du laboratoire pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par *

Eurofins LEM - Site de Saverny
20 rue du Kochersberg - BP 50047 - 67701 Saverny Cedex
Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 916 531 - e-mail lemsaverny@lemilabo.com - site web www.eurofins.com
SAS au capital de 1 530 320 € - APE 743B - RCS SAVERNE 489 017 897 - Siret 489 017 897 00013

ACCREDITATION
N° 1.1751
Portée d'application sur
www.cofrac.fr



| | | |
|--|--|---|
|  QUALICONSULT | Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante | 251.93.09.00214 26 juin 2009 |
| Immeuble bâti : Université Paris 13 Nord – UFR Droit et Sciences économiques – 93430 VILLETANEUSE | | |
| <small>AMIAN RDT – MAJ 01/07/04 – indice g</small> | | |

ANNEXE N°4 – Consignes générales de Sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique «amiante» et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article 10-2 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié. Ces consignes doivent également être portées à connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés. Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation. Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs. Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe I du présent arrêté.

1. Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre). Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

2. Information des professionnels

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. Consignes générales de sécurité

A. - Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage. L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
 - travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
 - travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
 - déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.
- L'émission de poussières peut être limitée :
- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
 - en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

- Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation ;
- Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B. - Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Élimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alcôves spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Élimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.



BUREAU VERITAS
5 boulevard Marcel Pourtout
92563 RUEIL MALMAISON CEDEX

01 47 52 45 78
01 47 52 45 63
karim.mounsif@fr.bureauveritas.com

Rapport N°: 2701870
Rapport établi le 01/08/2014

Université Paris 13 Nord
99 avenue Jean Baptiste Clément
93430 Villetaneuse

0149404499

dalel.bouzid@univ-paris13.fr

A l'attention de **Dalel Bouzid**

Rapport d'évaluation de l'état de conservation de matériaux et produits de la liste A et de la liste B contenant de l'amiante.

| | |
|---|---|
| Lieu d'intervention : UFR Droit et Sciences économiques Adresse : 99 avenue Jean Baptiste Clément 93430 Villetaneuse | Propriétaire Université Paris 13 Nord 99 avenue Jean Baptiste Clément 93430 Villetaneuse |
| Date du constat : 12/04/2014 | Donneur d'ordre |
| En présence de : M. Sampaio Mise à jour du dossier technique amiante n°251.93.09.00214 DTA du 01/07/09 ste QUALICONSULT | Université Paris 13 Nord 99 avenue Jean Baptiste Clément 93430 Villetaneuse |

Opérateur de
repérage

Karim MOUNSIF

Signature

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par BUREAU VERITAS Certification, 60 avenue du Général de Gaulle PARIS LA DEFENSE
Certificat n° 2440343 délivré le 13/07/2010 et valable jusqu'au 13/07/2015

Compagnie d'assurance de Bureau Veritas : HISCOX (Ref. contrat : HA RCP0084283).
Date de fin de validité : 31/12/2014



Sommaire

| | |
|--|-----------|
| 1. Objet de la mission | 3 |
| 2. Textes de référence | 3 |
| 3. Résultats et conclusions | 3 |
| 3.1. Matériaux liste A : | 3 |
| 3.2. Matériaux liste B : | 5 |
| 4. Annexe : Matériaux liste B | 8 |
| Attestations et certificats : | 10 |

1. Objet de la mission

Evaluer l'état de conservation des matériaux de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante

2. Textes de référence

- Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9 selon le Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Code de la Santé Publique Chapitre VI section 2 – articles R1337-2 à R1337-5.
- Code de la Construction et de l'Habitation – articles R271-1 à R271-5 créés par décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement et au contenu du rapport de repérage

3. Résultats et conclusions

3.1. Matériaux liste A :

Les résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous :

| Date de la visite | Matériau | Repérage | Localisation du matériau ou produit | Etat de conservation |
|-------------------|------------|----------|-------------------------------------|----------------------|
| | Sans Objet | | | |
| | | | | |

L'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante est caractérisé par un score fixé par la réglementation, en application des grilles d'évaluation en annexe de l'arrêté du 12 décembre 2012 modifié.
Cet état de conservation est caractérisé par un score 1, 2 ou 3.

Les grilles d'évaluation de l'état de conservation se trouvent en annexe du présent rapport.

En fonction des scores obtenus, les obligations réglementaires sont les suivantes :

Pour un Score 1 :

Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception

Un contrôle périodique de l'état de conservation de ces matériaux en fonction de la grille de l'état de conservation doit être mis en place. Ce contrôle est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire des résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Pour un Score 2 :

Faire réaliser une mesure du niveau d'empoussièrement de l'atmosphère des locaux concernés, réalisée par un organisme accrédité qui adresse au ministère de la santé un rapport annuel d'activité, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise du rapport de repérage.

Si le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à 5 fibres/litre, le propriétaire a pour obligation de faire procéder à un contrôle comme défini dans la situation du score 1.

Si le niveau d'empoussièrement est supérieur à 5 fibres/litre, le propriétaire a pour obligation de faire procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante comme définis dans la situation de score 3.

Pour un Score 3 :

Faire réaliser des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, devant être engagés et achevés dans un délai de trente-six mois, à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle

Pendant la période précédant ces travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de maintenir l'exposition des occupants au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 fibres/litre. Ces mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation du matériau concerné par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage et dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

(Le délai d'achèvement des travaux peut, à la demande du propriétaire, être prorogé pour les IGH et ERP de catégories 1 à 3 lorsque les flocages, calorifugeages ou faux-plafonds contenant de l'amiante ont été utilisés à des fins de traitement généralisé).

A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A le propriétaire fait procéder par une personne répondant aux conditions posées par les dispositions de l'article L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées.

Il fait également procéder, par un organisme accrédité, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R. 1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

3.2. Matériaux liste B :

Les résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous :

| Date de la visite | Matériau | Repérage | Localisation du matériau ou du produit | Etat de conservation et de risque de dégradation / recommandation de gestion adaptée | Mesures associées |
|-------------------|------------------------------------|----------|---|---|-------------------|
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Bureaux - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Circulations - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Réserves - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Salles de classe - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Bureaux - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Circulations - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Réserves - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Salles de classe - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Bureaux - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Circulations - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |

| Date de la visite | Matériau | Repérage | Localisation du matériau ou du produit | Etat de conservation et de risque de dégradation / recommandation de gestion adaptée | Mesures associées |
|-------------------|------------------------------------|----------|---|---|-------------------|
| | | | | RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Réserves - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Salles de classe - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |

(1) Mesures recommandées : EP : Evaluation périodique, AC1 : action corrective de premier niveau, AC2 : action corrective de deuxième niveau

L'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation lié à l'environnement des matériaux de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante s'appuie sur les critères fixés par la réglementation, en application de la grille d'évaluation en annexe de l'arrêté du 12 décembre 2012 modifié.

La grille d'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation se trouve en annexe du présent rapport.

Sur la base de l'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation des produits et matériaux contenant de l'amiante, les recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes sont les suivantes :

EP : Evaluation périodique :

Lorsque le type de matériau ou produit contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Cette évaluation périodique consiste à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer

AC1 : Action corrective de premier niveau :

Lorsque le type de matériau ou produit contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante.
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

AC2 : Action corrective de deuxième niveau consistant à :

Cette action concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique.
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder par une personne répondant aux conditions posées par les dispositions de l'article L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées.

Il fait également procéder, par un organisme accrédité, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

4. Annexe : Matériaux liste B

■ Critères d'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation

CRITÈRES D'ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DÉGRADATION LIÉS À LEUR ENVIRONNEMENT

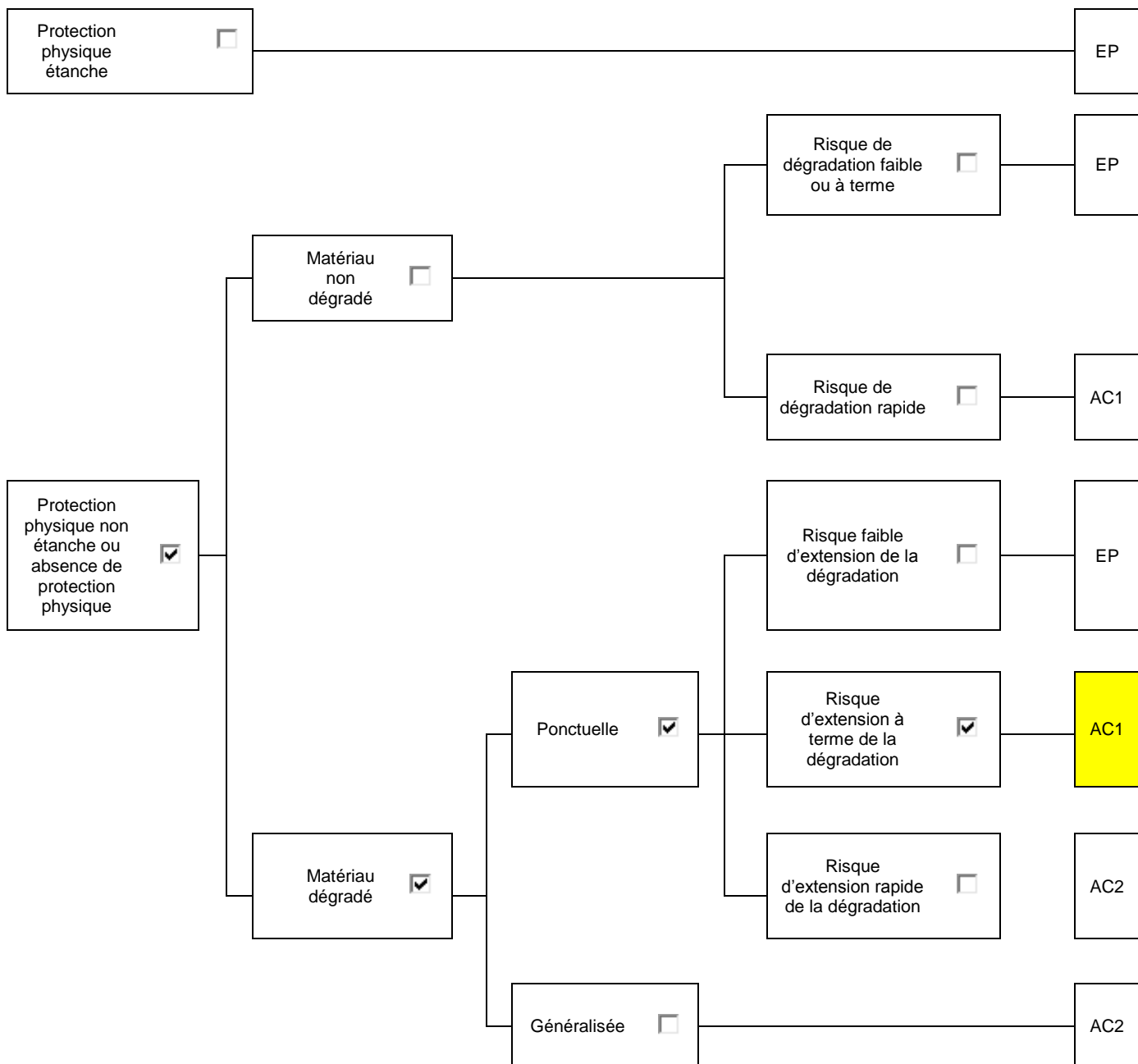
| RESULTAT DE LA GRILLE | CONCLUSIONS |
|-----------------------|--|
| | Recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes. |
| EP | Evaluation périodique |
| AC1 | Action corrective de premier niveau |
| AC2 | Action corrective de second niveau |

TABLEAU DES CRITERES UTILISES DANS LA GRILLE

| | |
|--|---|
| PROTECTION PHYSIQUE DU MATERIAU | |
| ✓ | Protection physique étanche |
| ✓ | Protection physique non étanche ou absence de protection physique |
| ETAT DE DEGRADATION | |
| ✓ | Matériau dégradé |
| ✓ | Matériau non dégradé |
| ETENDUE DE LA DEGRADATION | |
| ✓ | Ponctuelle |
| ✓ | Généralise |
| RISQUE DE DEGRADATION LIE A L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU | |
| ✓ | Risque de dégradation faible ou à terme |
| ✓ | Risque de dégradation rapide |
| ✓ | Risque faible d'extension de la dégradation |
| ✓ | Risque d'extension à terme de la dégradation |
| ✓ | Risque d'extension rapide de la dégradation |
| <p>L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les agressions physiques intrinsèques au local ou zone (ventilation, humidité, etc.), selon que le risque est probable ou avéré ; – la sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte. <p>Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, un défaut d'entretien des équipements, etc.</p> | |

GRILLES D'EVALUATION N°1
Evaluation de l'état de conservation et risque de dégradation lié à son environnement, dans les conditions actuelles d'utilisation des locaux de la zone homogène
Dalles de sol

| Protection physique | Etat de dégradation | Etendue de la dégradation | Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau | Type de recommandation |
|---------------------|---------------------|---------------------------|---|------------------------|
|---------------------|---------------------|---------------------------|---|------------------------|



Attestations et certificats :



ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE CONTRAT : HA RCP0084283

LE PRENEUR D'ASSURANCE

Souscripteur : BUREAU VERITAS DIAGNOSTIC SAS
66 RUE DE VILLIERS
92300 LEVALLOIS PERRET

Assuré : BUREAU VERITAS DIAGNOSTIC SAS
66 RUE DE VILLIERS
92300 LEVALLOIS PERRET

LES CONDITIONS DE GARANTIE

Catégorie : Assurances Professionnelles by Hiscox
Diagnosticheurs immobilier

ACTIVITES DE L'ASSURE

Diagnostics « Amiante » :

- Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante
- Repérage amiante (intégration au DTA ou DT parties privatives)
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante
- Examen visuel après travaux de désamiantage
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension
- Analyse d'échantillons prélevés par l'assuré
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction
- Diagnostic amiante sur équipements industriels
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) : *Concernant cette dernière mission, il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés.*

Toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil aux clients découlant des missions de diagnostics ci-dessus et, ce, y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'Assuré.

07/01/2014 17:29
RCP0084283

Adresse postale : 12, quai des Queyries - CS 41177 - 33072 Bordeaux – Tél : 0810 50 20 10

Hiscox Europe Underwriting Limited - Hiscox France, 19, rue Louis le Grand - 75002 Paris

Siège social : 1, Great St. Helen's, Londres, E C3A 6HX, Royaume-Uni

Numéro d'enregistrement en Angleterre : 6712051 - R.C.S Paris 524 737 681

N° TVA Intracommunautaire FR55524737681 - N° FCA 490964 - www.arias.fr

Page 1/2

Certificat de l'opérateur:



BUREAU VERITAS
Certification



Certificat

Attribué à

Monsieur Karim MOUNSIF

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES

| | Référence des arrêtés | Date de Certification originale | Validité du certificat |
|--------------------|--|---------------------------------|------------------------|
| Amiante | Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification. | 13/07/2010 | 13/07/2015 |
| Plomb | Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification. | 17/11/2010 | 17/11/2015 |
| Termites Métropole | Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification. | 17/12/2010 | 17/12/2015 |

La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : www.certification.bureauveritas.fr

Date : 15 février 2012
Numéro de certificat : 2440343

Etienne CASAL
Directeur Général

Po / JB



BUREAU EN CHARGE : Bureau Veritas Certification France - 60, avenue du Général de Gaulle - 92046 Paris La Défense
BUREAU EMETTEUR : Bureau Veritas Certification France - 41, chemin des Boudins - 92 59 - 92623 Courcouronnes Cedex



BUREAU VERITAS
5 boulevard Marcel Pourtout
92563 RUEIL MALMAISON CEDEX

01 47 52 45 78
01 47 52 45 63
karim.mounsif@fr.bureauveritas.com

Réf. client :
Date de la commande :
Rapport N°: 2701870/1/1/1
Rapport établi le 01/08/2014

Université Paris 13 Nord
99 avenue Jean Baptiste Clément
93430 Villetaneuse

0149404499

dalel.bouzid@univ-paris13.fr

A l'attention de **Dalel Bouzid**

Copie à :



Cf. conclusions au § 1

RAPPORT de repérage complémentaire des éléments extérieurs contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante

| | |
|---|---|
| Lieu d'intervention : UFR Droit et Sciences économiques | Propriétaire |
| Adresse : 99 avenue Jean Baptiste Clément 93430 Villetaneuse | Université Paris 13 Nord 99 avenue Jean Baptiste Clément 93430 Villetaneuse |
| Date du constat : 12/04/2014 au | Donneur d'ordre |
| En présence de : M.Sampaio | Université Paris 13 Nord 99 avenue Jean Baptiste Clément 93430 Villetaneuse |
| Repérage des éléments extérieurs liste B | |

Opérateur de repérage

Karim MOUNSIF

Signature

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par BUREAU VERITAS Certification, 60 avenue du Général de Gaulle PARIS LA DEFENSE
Certificat n° 2440343 délivré le 13/07/2010 et valable jusqu'au 13/07/2015

Compagnie d'assurance de Bureau Veritas : HISCOX (Ref. contrat : HA RCP0084283).
Date de fin de validité : 31/12/2014

Laboratoire d'analyse des échantillons : Eurofins LEM
20 rue du Kochersberg
67701 SAVERNE Cedex
N° d'accréditation COFRAC pour les analyses : 1-1751



Sommaire

| | |
|---|-----------|
| 1. Conclusions | 3 |
| 1.1. Conclusion Générale | 3 |
| 1.2. Matériaux et produits repérés contenant de l'amiante..... | 4 |
| 1.3. Matériaux et produits repérés ne contenant pas d'amiante..... | 5 |
| 1.4. Zones et Locaux Non Visités nécessitant des investigations complémentaires | 6 |
| 1.5. Matériaux ou composants nécessitant des investigations approfondies..... | 6 |
| 2. Objet de la mission..... | 7 |
| 3. Textes de référence | 7 |
| 4. Méthodologie du diagnostic..... | 7 |
| 5. Conditions de la réalisation du repérage | 9 |
| 5.1. Informations relatives aux conditions spécifiques du repérage | 9 |
| 5.2. Récolement des données | 9 |
| 5.2.1. Documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite | 9 |
| 5.2.2. Conclusion de ces documents | 10 |
| 5.3. Ecart par rapport à la norme et au code de la santé publique..... | 10 |
| 5.4. Démarches réglementaires en présence de matériaux amiantés..... | 10 |
| Annexe 1. : liste des locaux ou zones visités | 12 |
| Annexe 2. : repérage des matériaux, matériaux, prélèvements et investigations..... | 13 |
| Annexe 3. : attestation(s) et certificat(s) | 14 |
| Annexe 4. : procès-verbal du laboratoire d'analyse d'échantillons | 18 |
| Annexe 5. : copie(s) de(s) rapport(s) antérieur(s) | 19 |

1. Conclusions

1.1. Conclusion Générale



Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.



1.2. Matériaux et produits repérés contenant de l'amiante

Il n'a pas été repéré de matériau ou produit contenant de l'amiante

Etat de conservation :

- Matériaux de la liste A : l'état de conservation est défini par un score 1, 2 ou 3 en application des grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur.

- Matériaux de la liste B : conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage

Les obligations et préconisations sont détaillés dans le paragraphe précédent

RAPPEL :

En cas de présence avérée d'amiante, les démarches réglementaires prévues dans le code du travail et le code de la santé publique doivent être engagées.



1.3. Matériaux et produits repérés ne contenant pas d'amiante

SANS OBJET



1.4. Zones et Locaux Non Visités nécessitant des investigations complémentaires

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à Bureau Veritas toute omission éventuelle à ce titre et de confier à Bureau Veritas, le cas échéant, une mission complémentaire de repérage dans les locaux et zones omis.

« Pas de local non visité identifié »

1.5. Matériaux ou composants nécessitant des investigations approfondies

Sans Objet

2. Objet de la mission

Etablir le repérage complémentaire des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, situés à l'extérieur des immeubles bâtis selon la liste suivante :

- Toitures
- Bardages et façades légères
- Conduits en toiture et façade

3. Textes de référence

Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9 selon le Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 modifiant les arrêtés du 12 décembre 2012 relatifs aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante ».

Norme NFX 46-020 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

4. Méthodologie du diagnostic

La mission de diagnostic est réalisée par un ou des opérateurs de repérage titulaire(s) de la certification de personne dans le domaine de l'amiante.

Karim MOUNSIF est certifié dans le domaine de l'amiante depuis le 13/07/2010 par *BUREAU VERITAS Certification, 60 avenue du Général de Gaulle PARIS LA DEFENSE*, organisme certificateur dans le domaine de l'amiante, accrédité par le COFRAC.

Certificat N° 2440343

Date limite de validité de la certification : 13/07/2015

Plan d'intervention

La bonne accessibilité aux différentes parties de l'immeuble bâti est une condition importante et nécessaire à la qualité du repérage.

La visite de tous les locaux et installations inscrits dans le périmètre de repérage est nécessaire ;

A cette fin, l'opérateur de repérage examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti qui constituent le bâtiment et détermine les zones présentant des similitudes d'ouvrage et les zones homogènes.



Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante comprend au minimum une inspection visuelle des composants de la construction afin de rechercher et d'identifier les différents matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

Cette inspection peut être suivie :

- d'investigations approfondies ou d'investigations complémentaires ;
- de sondages ;
- De prélèvements pour déterminer par analyse, la présence effective d'amiante dans les matériaux et produits préalablement identifiés comme étant susceptibles de contenir de l'amiante.

À chacune de ces étapes, les matériaux et produits sont enregistrés, leurs caractéristiques et leur état de conservation renseignés le cas échéant.

Dans le cas où des locaux, parties de locaux, composants ou parties de composants de la construction restent inaccessibles, les réserves correspondantes ainsi que les investigations complémentaires ou les investigations approfondies nécessaires sont listées dans le présent rapport

En fonction des informations et des moyens dont il dispose (documents, matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage sur les matériaux), de son jugement personnel et de sa connaissance des matériaux et produits, l'opérateur de repérage peut conclure à la présence ou à l'absence d'amiante.

En cas de doute sur la présence d'amiante (absence d'informations documentaires, produits non identifiés), il effectue un (ou des) prélèvement(s) pour analyses sur les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour conclure.

Phase de prélèvements :

L'opérateur de repérage définit sous sa seule responsabilité en fonction de sa stratégie d'échantillonnage, parmi les matériaux ou produits repérés, ceux qui doivent donner lieu à un ou plusieurs prélèvements ;

Ce nombre de prélèvements représentatif des surfaces considérées est conforme aux prescriptions de l'Annexe A de la norme NF X 46-020.

Les prélèvements sont réalisés par l'opérateur de repérage avec les moyens de protection collective et individuelle mis en œuvre dans le respect des prescriptions réglementaires en vigueur et avec un matériel de prélèvement adapté à l'opération dans des conditions conduisant à une pollution des lieux la plus réduite possible.

L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés et le conditionnement individuel et sous double emballage étanche à l'air est réalisé sur site.

Ces prélèvements sont transmis pour analyse, à un laboratoire accrédité avec une fiche d'accompagnement reprenant l'identification du prélèvement.

A réception des résultats d'analyse, l'opérateur de repérage veille à la cohérence des résultats.

Le résultat de cette analyse permet d'identifier parmi les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante ceux qui en contiennent effectivement.

Phase d'analyse d'échantillons :

Les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

Avertissement :

- La recherche des MPCA est réalisée par sondages visuels sur les matériaux accessibles sans sondage destructif (avec prélèvements d'échantillons), selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NFX 46-020 et des arrêtés du 12 décembre 2012. Cette recherche ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante et le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment. Certains MPCA peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche par sondages : détermination de zones de similitude d'ouvrage et de zones homogènes, fréquence de sondage telles que définies par cette norme à l'intérieur de celles-ci, ... Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA puissent être mis en évidence ultérieurement lors d'opérations de travaux, de démolition ou de réhabilitation.

- La mission porte exclusivement sur les bâtiments et locaux dont la liste est détaillée en annexe 1.



- La présente mission ne doit pas être confondue avec celle qui incombe au maître de l'ouvrage en matière de repérage d'amiante avant travaux de démolition au titre de l'article R 1334-22 du Code de la Santé Publique et de l'arrêté correspondant du 26 juin 2013.
- Le présent repérage ne peut être utilisé que dans les limites de la présente mission.

L'ancienneté des matériaux contenant de l'amiante, les diverses agressions qu'ils subissent, peuvent entraîner la dénaturation de ceux-ci et donner lieu à la libération spontanée de fibres d'amiante.

Ainsi des fibres peuvent migrer et polluer un matériau non réputé contenir de l'amiante, se trouvant à proximité du matériau amianté.

L'intervention BUREAU VERITAS ne prend pas en compte dans le présent repérage, cet effet de pollution éventuelle.

5. Conditions de la réalisation du repérage

Repérage des éléments extérieurs liste B

La visite a été effectuée le **12/04/2014** accompagné de : **M.Sampaio**.

5.1. Informations relatives aux conditions spécifiques du repérage

Conditions d'accès à l'ensemble des locaux, volumes, matériaux à repérer

L'annexe 1 précise les locaux visités

Présence d'une société qualifiée pour effectuer les sondages et/ou démontages : **NON**

Présence de la société de maintenance des ascenseurs : **SANS OBJET**

Présence de la société de maintenance des installations de chauffage : **SANS OBJET**

Présence d'une personne habilitée à ouvrir les locaux TGBT : **NON**

5.2. Récolement des données

5.2.1. Documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite

Plans et ou documents concernant la construction fournis : **Oui**

| Titre | n° de plan | Date |
|--|------------|------|
| Plans issus du rapport 251.93.09.00214 DTA | nc | nc |
| | | |

Anciens rapports de repérage : **Oui**



| Numéro de référence du rapport de repérage | Date du rapport | Nom de la société et opérateur de repérage | Objet du repérage |
|--|-----------------|--|--------------------|
| 251.93.09.00214 DTA | 01/07/2009 | QUALICONSULT Leveaux.L | DTA |
| 251.93.09.00214 | 26/06/2009 | QUALICONSULT Leveaux.L | Intégration au DTA |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

Date du permis de construire : **Non transmis**

Année de construction : **1970**

date de réhabilitation ou description des modifications : **Non transmis**

destination des locaux : **Enseignement primaire/secondaire**

Nota : Les documents transmis par le client et nécessaires à l'exécution de la mission sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes réglementaires relatifs à l'amiante.

5.2.2. Conclusion de ces documents

Présence d'amiante

Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante, communiqués à Bureau Veritas dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics et constats.

5.3. Ecart par rapport à la norme et au code de la santé publique

Ces documents ou ces informations, nécessaires à l'opérateur de repérage pour lui permettre de réaliser sa mission dans de bonnes conditions, n'ont pas été transmis par le donneur d'ordre:

- documents relatifs aux produits, matériaux et protections physiques
- année de réhabilitation ou description des modifications

5.4. Démarches réglementaires en présence de matériaux amiantés

Dans le cadre de la présente mission, **le repérage ne porte que sur les parties rendues accessibles lors de la visite. Cette mission n'est pas une reconnaissance préalable à des travaux de déconstruction, de réhabilitation ou d'extension.**

Il conviendra donc, en cas de travaux, de s'assurer, **par la réalisation d'un diagnostic complémentaire**, de l'absence de ces matériaux dans les parties non accessibles, comme par exemple dans les encoffrements (recherche de présence de produits suspects tel que gaines et conduites en amiante ciment etc...) ou les sous-faces de revêtement de sol, (recherche de présence de produits suspects tels que dalles de sol amiantées etc...).

En cas de présence d'amiante avérée, il est important de se reporter aux informations données ci-après qui précisent les recommandations d'ordre général avec les mesures réglementaires à mettre en œuvre.



Le résultat du repérage doit d'une part être tenu par les propriétaires, à la disposition des occupants des immeubles, des services de l'Etat concernés et des chefs d'établissements, des représentants du personnel et de l'inspection du travail si l'immeuble comporte des locaux de travail, et d'autre part être transmis aux personnes qui entreprennent ou réalisent les travaux en application du code du travail.

En cas de présence de matériaux de type faux plafond, flocage, calorifugeage, une grille d'évaluation est réalisée conformément à la réglementation; si la note obtenue est de 1, il convient d'effectuer un contrôle périodique de l'état de dégradation du matériau dans un délai de 3 ans ; si la note est de 2, il convient d'effectuer des mesures d'empoussièrement afin de déterminer la concentration en fibre d'amiante dans l'air ambiant ; si à l'issue de ces mesures la concentration est $<$ ou $=$ 5 fibres par litre d'air, une nouvelle évaluation de l'état de dégradation doit être effectuée dans un délai de 3 ans, si la note est de 3 ou si les mesures d'empoussièrement révèlent une concentration supérieure à 5 fibres par litre d'air, des travaux de retrait ou de confinement doivent être achevés dans un délai de 36 mois. Mais il est impératif que des mesures appropriées soient mises en œuvre sans délai afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 f/l. Ces mesures peuvent être de diverses natures comme par exemple :

- Nettoyage régulier et rigoureux des locaux concernés (nettoyage humide, aspirateur à filtre absolu) ;
- Pose de bâches, de films destinés à isoler les matériaux ;
- Limitation des interventions de maintenance dans les locaux ;
- Limitation d'accès aux locaux concernés.

Préalablement aux travaux de démolition, même partiels, des travaux de retrait des matériaux amiantés sont obligatoires (sauf lorsqu'ils apportent un plus grand risque pour les travailleurs que si l'amiante ou les matériaux en contenant étaient laissés en place).

L'entreprise de travaux doit rédiger un plan de retrait amiante indiquant notamment son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante. etc. Les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBT et la médecine du travail.

Les travailleurs intervenants doivent être titulaires d'une attestation de compétence délivrée par un organisme de formation certifié.

Pour réaliser le retrait de matériaux l'entreprise doit avoir obtenu un certificat de qualification auprès d'un organisme certificateur accrédité.

Tout travailleur dont l'activité professionnelle ne consiste pas à confiner ou retirer de l'amiante, mais dont l'intervention est susceptible de libérer des fibres d'amiante et par voie de conséquence de l'y exposer, entre dans le champ d'application de la sous-section 4 défini à l'article R. 4412-94 tiret 2 du Code du travail et doit bénéficier des mesures de prévention définies aux articles R. 4412-97 à R. 4412-124 et R. 4412-144 à R. 4412-148 du code du travail.

Les travailleurs concernés bénéficient, préalablement à toute activité ou intervention en présence d'amiante, d'une formation à la prévention des risques liés à l'amiante suivant les dispositions de l'Arrêté du 23 février 2012.

Annexe 1. : liste des locaux ou zones visités

La présente liste présente les locaux et /ou zones ayant été inspectés par l'opérateur dans le cadre de la mission confiée à Bureau Veritas.

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à Bureau Veritas toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux et zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.

| BATIMENT | NIVEAU | ZONES OU LOCAUX VISITES | CIRCONSTANCES DE LA VISITE |
|-----------------------------------|-----------|-----------------------------------|----------------------------|
| UFR Droit et sciences économiques | Terrasses | Ensembles des terrasses | Néant |
| UFR Droit et sciences économiques | Façades | Ensembles des façades extérieures | Néant |



Annexe 2. : repérage des matériaux, matériaux, prélèvements et investigations

Les documents, fournis dans cette annexe sont la traduction visuelle des constats effectués en tête de rapport.

ANNEXE

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE LOCALISATION DES PRELEVEMENTS & DES INVESTIGATIONS APPROFONDIES

(DOSSIERS PLANS ET PHOTOS)

[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]

Annexe 3. : attestation(s) et certificat(s)

ANNEXE

ATTESTATION(S) ET CERTIFICAT(S)

[cette annexe comporte 1 + 3 pages]

Attestation d'assurance :



**ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE
CONTRAT : HA RCP0084283**

LE PRENEUR D'ASSURANCE

Souscripteur : BUREAU VERITAS DIAGNOSTIC SAS
66 RUE DE VILLIERS
92300 LEVALLOIS PERRET

Assuré : BUREAU VERITAS DIAGNOSTIC SAS
66 RUE DE VILLIERS
92300 LEVALLOIS PERRET

LES CONDITIONS DE GARANTIE

Catégorie : Assurances Professionnelles by Hiscox
Diagnosticheurs immobilier

ACTIVITES DE L'ASSURE

Diagnostics « Amiante » :

- Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante
- Repérage amiante (intégration au DTA ou DT parties privatives)
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante
- Examen visuel après travaux de désamiantage
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension
- Analyse d'échantillons prélevés par l'assuré
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction
- Diagnostic amiante sur équipements industriels
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) : *Concernant cette dernière mission, il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés.*

Toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil aux clients découlant des missions de diagnostics ci-dessus et, ce, y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'Assuré.

07/01/2014 17:29
RCP0084283

Adresse postale : 12, quai des Queyries - CS 41177 - 33072 Bordeaux – Tél : 0810 50 20 10

Hiscox Europe Underwriting Limited - Hiscox France, 19, rue Louis le Grand - 75002 Paris

Siège social : 1, Great St. Helen's, Londres, EC3A 6HX, Royaume-Uni

Numéro d'enregistrement en Angleterre : 6712051 - R.C.S Paris 524 737 681

N° TVA Intracommunautaire FR55524737681 - N° FCA 490964 - www.orias.fr

Page 1/2

Attestation sur l'honneur :

BUREAU VERITAS



ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné, Mr AZIZ SAYAH, Chef du Service Diagnostic Sanitaire, atteste sur l'honneur que Bureau Veritas est en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la construction et de l'habitation.

Bureau Veritas, dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier de diagnostic technique.

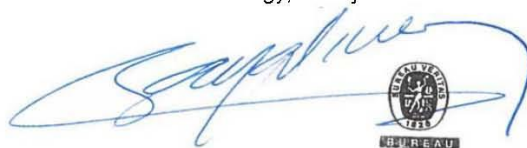
Bureau Veritas, emploie des salariés dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité dans le domaine de la construction, conformément à l'article R271-1 du Code de la construction et de l'habitation

Bureau Veritas, est souscripteur d'une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions, selon les modalités de l'article R271-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Bureau Veritas, n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents du dossier de diagnostic technique.

Pour faire et valoir ce que de droit.

Fait à Cergy, le 02 janvier 2014



Immeuble Le Louisiane
10, Chaussée Jules César
BP 338 - OSNY
95526 CERGY PONTOISE CEDEX
Tél. : +33 (0)1 30 31 93 40 - Fax : +33 (0)1 34 24 02 55

Page n° : 1 / 1

Certificat(s) :



BUREAU VERITAS
Certification

Certificat
Attribué à

Monsieur Karim MOUNSIF

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES

| | Référence des arrêtés | Date de Certification originale | Validité du certificat |
|--------------------|--|---------------------------------|------------------------|
| Amiante | Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification. | 13/07/2010 | 13/07/2015 |
| Plomb | Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification. | 17/11/2010 | 17/11/2015 |
| Termites Métropole | Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification. | 17/12/2010 | 17/12/2015 |

La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : www.certification.bureauveritas.fr

Date : 15 février 2012
Numéro de certificat : 2440343

Etienne CASAL
Directeur Général





cofrac
CERTIFICATION
D'ENTREPRISES
& DE PERSONNELS
ACCREDITATION
N° 4-2007
PORTEE
DISPONIBLE SUR
WWW.COFRAC.FR

BUREAU EN CHARGE : Bureau Veritas Certification France - 60, avenue du Général de Gaulle - 92046 Paris La Défense
BUREAU EMETTEUR : Bureau Veritas Certification France - 41, avenue des Bourdonnes - 92 48 - 92673 Dardilly Cedex

Annexe 4. : procès-verbal du laboratoire d'analyse d'échantillons

ANNEXE

PROCES-VERBAL DU LABORATOIRE D'ANALYSE D'ECHANTILLONS

[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]

ABSENCE DE PRELEVEMENT – ANNEXE SANS OBJET

Annexe 5. : copie(s) de(s) rapport(s) antérieur(s)

ANNEXE

COPIE(S) DE(S) RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)

[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 21.12.2012

- Le présent document est appelé « fiche récapitulative » du Dossier Technique Amiante, il présente les informations minimales devant être contenues dans la fiche récapitulative mentionnée à l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.
- La fiche récapitulative est mise à jour, lors de toute opération de repérage, de surveillance ou de travaux portant sur des matériaux et produits contenant de l'amiante. Toute autre information relative à ces matériaux et produits repérés portée à la connaissance du propriétaire doit également y figurer.
- Elle mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux et produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduit à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.
- Elle doit être communiquée dans un délai de un mois après sa constitution ou sa mise à jour aux occupants de l'immeuble bâti et, si cet immeuble comporte des locaux de travail, à l'employeur.
- Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par immeuble bâti.

| N° de Révision | Date de création | Référence du présent document | Document établi par |
|----------------|------------------|-------------------------------|-----------------------|
| 0 | 01/07/2009 | 251.93.09.00214 DTA | QUALICONSLT L.LEVEAUX |

| HISTORIQUE DES DATES DE MISES A JOUR | | | |
|--------------------------------------|------------------|--|-------------------------|
| N° de Révision | Date de révision | Objet de la mise à jour Référence du document | Document mis à jour par |
| 1 | 01/08/2014 | 2701870 | Karim MOUNSIF |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

1. Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA

Propriétaire :

Nom : Université Paris 13 Nord

Adresse : 99 avenue Jean Baptiste Clément 93430 Villetaneuse

Immeuble bâti pour lequel le DTA a été constitué :

Nom : UFR Droit et Sciences économiques

Adresse : 99 avenue Jean Baptiste Clément 93430 Villetaneuse

Date du permis de construire : Non transmis

Année de construction : 1970

date de réhabilitation ou description des modifications : Non transmis

Détenteur du Dossier Technique Amiante :

Nom :

Fonction :

Service :

Adresse complète :

Téléphone :

Modalités de consultation de ce dossier :

Lieu (dont les possibilités de consultation sur support dématérialisé) :

Horaires :

Contact si déférent du détenteur du dossier :

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

2. Rapports de repérage ayant donné lieu au repérage

| Numéro de référence du rapport de repérage | Date du rapport | Nom de la société et opérateur de repérage | Objet du repérage |
|---|-----------------|---|-------------------------------------|
| 251.93.09.00214 | 26/06/2009 | QUALICONSLT L.LEVEAUX | Intégration au DTA |
| 251.93.09.00214 DTA | 01/07/2009 | QUALICONSLT L.LEVEAUX | DTA |
| Rapport n°2701870 | 01/08/2014 | BUREAU VERITAS K.MOUNSIF | Etat de conservation |
| Rapport n°2701870 | 01/08/2014 | BUREAU VERITAS K.MOUNSIF | Repérage des éléments extérieurs |

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

3. Liste des parties de l'immeuble ayant donné lieu au repérage

Parties d'immeuble visitées :

| BATIMENT | NIVEAU | ZONES OU LOCAUX VISITES | CIRCONSTANCES DE LA VISITE |
|-----------------------------------|--------|-------------------------|----------------------------|
| UFR Droit et sciences économiques | | Ensembles des Locaux | Néant |
| UFR Droit et sciences économiques | | Toitures | Néant |
| UFR Droit et sciences économiques | | Façades | Néant |

Tous les locaux doivent être obligatoirement visités

Parties d'immeuble non visités :

| | |
|--------------------------------|----------------------|
| Locaux et ou zones non visités | Motifs de non-visite |
|--------------------------------|----------------------|



**BUREAU
VERITAS**

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)

Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clefs absentes...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.

4. Identification de matériaux et produits contenant de l'amiante

4.a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Date du repérage | Matériau | Repérage | Localisation du matériau ou produit | Présence amiante | Critère | Observation | Etat de conservation | Mesure obligatoire associée |
|------------------|----------|-----------------|-------------------------------------|------------------|---------|-------------|----------------------|-----------------------------|
| | | ---> SANS OBJET | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |

L'état de conservation est défini par un score 1,2 ou 3 en application de grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

4.b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Date du repérage | Matériau | Repérage | Localisation du matériau ou du produit | Présence amiante | Critère | Observation | Etat de conservation | Mesure préconisée par l'opérateur |
|------------------|------------------------------------|--|---|------------------|-------------------|-------------|----------------------|-----------------------------------|
| | | ---> <i>P (prélèvement): matériau ayant fait l'objet d'une analyse par prélèvement, S: (sondage): matériau associé à un prélèvement; IV (inspection visuelle): autre</i> | | | | | | |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Bureaux - Plancher | OUI | Document consulté | | Dégradé | Recouvrir ou Retrait |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Circulations - Plancher | OUI | Document consulté | | Dégradé | Recouvrir ou Retrait |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Réserves - Plancher | OUI | Document consulté | | Dégradé | Recouvrir ou Retrait |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Salles de classe - Plancher | OUI | Document consulté | | Dégradé | Recouvrir ou Retrait |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Bureaux - Plancher | OUI | Document consulté | | Dégradé | Recouvrir ou Retrait |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Circulations - Plancher | OUI | Document consulté | | Dégradé | Recouvrir ou Retrait |



**BUREAU
VERITAS**

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

| Date du repérage | Matériau | Repérage | Localisation du matériau ou du produit | Présence amiante | Critère | Observation | Etat de conservation | Mesure préconisée par l'opérateur |
|------------------|------------------------------------|----------|---|------------------|-------------------|-------------|--|-----------------------------------|
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Réserves - Plancher | OUI | Document consulté | | Dégradé | Recouvrir ou Retrait |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Salles de classe - Plancher | OUI | Document consulté | | Dégradé | Recouvrir ou Retrait |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Bureaux - Plancher | OUI | Document consulté | | Dégradé | Recouvrir ou Retrait |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Circulations - Plancher | OUI | Document consulté | | Dégradé | Recouvrir ou Retrait |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Réserves - Plancher | OUI | Document consulté | | Dégradé | Recouvrir ou Retrait |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Salles de classe - Plancher | OUI | Document consulté | | Dégradé | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Bureaux - Plancher | OUI | Document consulté | | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation | Recouvrir ou Retrait |



**BUREAU
VERITAS**

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

| Date du repérage | Matériau | Repérage | Localisation du matériau ou du produit | Présence amiante | Critère | Observation | Etat de conservation | Mesure préconisée par l'opérateur |
|------------------|------------------------------------|----------|---|------------------|-------------------|-------------|--|-----------------------------------|
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Circulations - Plancher | OUI | Document consulté | | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Réserves - Plancher | OUI | Document consulté | | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Salles de classe - Plancher | OUI | Document consulté | | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Bureaux - Plancher | OUI | Document consulté | | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Circulations - Plancher | OUI | Document consulté | | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Réserves - Plancher | OUI | Document consulté | | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Salles de classe - Plancher | OUI | Document consulté | | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation | Recouvrir ou Retrait |



**BUREAU
VERITAS**

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

| Date du repérage | Matériau | Repérage | Localisation du matériau ou du produit | Présence amiante | Critère | Observation | Etat de conservation | Mesure préconisée par l'opérateur |
|------------------|------------------------------------|----------|---|------------------|-------------------|-------------|--|-----------------------------------|
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Bureaux - Plancher | OUI | Document consulté | | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Circulations - Plancher | OUI | Document consulté | | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Réserves - Plancher | OUI | Document consulté | | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Salles de classe - Plancher | OUI | Document consulté | | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation | Recouvrir ou Retrait |

Conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)

Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 21.12.2012

4.c. Matériaux et produits hors liste A et hors liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Date du repérage | Type de repérage | Matériau | Repérage | Localisation du matériau ou du produit | Observation | Etat de conservation | Type de recommandation |
|------------------|------------------|---------------------------|----------|---|-------------|----------------------|------------------------|
| 01/08/2014 | Intégration DTA | Colle noire (Colle noire) | IV | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Bureaux - Plancher | | Dégradation Local | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Intégration DTA | Colle noire (Colle noire) | IV | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Circulations - Plancher | | Dégradation Local | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Intégration DTA | Colle noire (Colle noire) | IV | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Réserves - Plancher | | Dégradation Local | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Intégration DTA | Colle noire (Colle noire) | IV | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Salles de classe - Plancher | | Dégradation Local | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Intégration DTA | Colle noire (Colle noire) | IV | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Bureaux - Plancher | | Dégradation Local | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Intégration DTA | Colle noire (Colle noire) | IV | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Circulations - Plancher | | Dégradation Local | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Intégration DTA | Colle noire (Colle noire) | IV | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Réserves - Plancher | | Dégradation Local | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Intégration DTA | Colle noire (Colle noire) | IV | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Salles de classe - Plancher | | Dégradation Local | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Intégration DTA | Colle noire (Colle noire) | IV | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Bureaux - Plancher | | Dégradation Local | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Intégration DTA | Colle noire (Colle noire) | IV | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Circulations - Plancher | | Dégradation Local | Recouvrir ou Retrait |
| 01/08/2014 | Intégration DTA | Colle noire (Colle noire) | IV | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Réserves - Plancher | | Dégradation Local | Recouvrir ou Retrait |

SITE : UFR Droit et Sciences économiques

Du : 01/08/2014



**BUREAU
VERITAS**

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

| Date du repérage | Type de repérage | Matériau | Repérage | Localisation du matériau ou du produit | Observation | Etat de conservation | Type de recommandation |
|------------------|------------------|---------------------------|----------|--|-------------|----------------------|-------------------------|
| 01/08/2014 | Intégration DTA | Colle noire (Colle noire) | IV | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Salles de classe - Plancher | | Dégradation Local | Recouvrir ou Retrait |

L'état de conservation et les mesures associées pour ce type de matériaux ne sont pas définis par la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage.

Ces états de conservation et ces recommandations sont données à titre informatif et peuvent être adaptées, par analogie, avec ceux et celles concernant les matériaux de la liste B.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

5. Les évaluations périodiques

5.a. Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Date de la visite | Matériau | Repérage | Localisation du matériau ou produit | Etat de conservation | Mesures d'empoussièrement |
|-------------------|------------|----------|-------------------------------------|----------------------|---------------------------|
| | Sans Objet | | | | |
| | | | | | |

L'évaluation périodique de l'état de conservation est effectuée tous les trois ans. Pour l'état intermédiaire de dégradation, des mesures d'empoussièrement sont réalisées.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)

Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 21.12.2012

Obligations issues des grilles d'évaluation de l'état de conservation :

Score 1 :

Une évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante par des personnes répondant aux conditions posées par les dispositions de l'article L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation doit être effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Score 2 :

Des mesures d'empoussièrement dans l'air par un organisme accrédité doivent être réalisées dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation

- Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante prévue à l'article dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.
- Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R. 1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Score 3 :

Des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

5.b. Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Date de la visite | Matériau | Repérage | Localisation du matériau ou du produit | Etat de conservation et de risque de dégradation / recommandation de gestion adaptée | Mesures associées |
|-------------------|------------------------------------|----------|---|--|-------------------|
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Bureaux - Plancher | Dégradé | |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Circulations - Plancher | Dégradé | |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Réserves - Plancher | Dégradé | |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Salles de classe - Plancher | Dégradé | |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Bureaux - Plancher | Dégradé | |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Circulations - Plancher | Dégradé | |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Réserves - Plancher | Dégradé | |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Salles de classe - Plancher | Dégradé | |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Bureaux - Plancher | Dégradé | |



**BUREAU
VERITAS**

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

| Date de la visite | Matériau | Repérage | Localisation du matériau ou du produit | Etat de conservation et de risque de dégradation / recommandation de gestion adaptée | Mesures associées |
|-------------------|------------------------------------|----------|---|---|-------------------|
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Circulations - Plancher | Dégradé | |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Réserves - Plancher | Dégradé | |
| 01/07/2009 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Salles de classe - Plancher | Dégradé | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Bureaux - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Circulations - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Réserves - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Salles de classe - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Bureaux - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Circulations - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Réserves - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |

SITE : UFR Droit et Sciences économiques

Du : 01/08/2014



**BUREAU
VERITAS**

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

| Date de la visite | Matériau | Repérage | Localisation du matériau ou du produit | Etat de conservation et de risque de dégradation / recommandation de gestion adaptée | Mesures associées |
|-------------------|------------------------------------|----------|---|---|-------------------|
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Salles de classe - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Bureaux - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Circulations - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Réserves - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |
| 01/08/2014 | Dalle de sol (Dalle de sol noires) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Salles de classe - Plancher | Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: AC1 | |

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA) Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique Arrêté du 21.12.2012

Recommandations issues des grilles d'évaluation de l'état de conservation :

EP : Evaluation périodique :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Cette évaluation périodique consiste à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer

AC1 : Action corrective de premier niveau :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante.
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

AC2 : Action corrective de deuxième niveau consistant à:

Cette action concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique.
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

5.c. Evaluation des matériaux et produits hors liste A et hors liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Date de la visite | Matériau ou produit concerné | Référence du matériau et produit | Localisation | Etat de conservation | Mesures d'empoussièrement |
|-------------------|------------------------------|----------------------------------|--|----------------------|---------------------------|
| 01/08/2014 | Colle noire (Colle noire) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Bureaux - Plancher | Dégradation Local | |
| 01/08/2014 | Colle noire (Colle noire) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Circulations - Plancher | Dégradation Local | |
| 01/08/2014 | Colle noire (Colle noire) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Réserves - Plancher | Dégradation Local | |
| 01/08/2014 | Colle noire (Colle noire) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+0 - Salles de classe - Plancher | Dégradation Local | |
| 01/08/2014 | Colle noire (Colle noire) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Bureaux - Plancher | Dégradation Local | |
| 01/08/2014 | Colle noire (Colle noire) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Circulations - Plancher | Dégradation Local | |
| 01/08/2014 | Colle noire (Colle noire) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Réserves - Plancher | Dégradation Local | |
| 01/08/2014 | Colle noire (Colle noire) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+1 - Salles de classe - Plancher | Dégradation Local | |
| 01/08/2014 | Colle noire (Colle noire) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Bureaux - Plancher | Dégradation Local | |
| 01/08/2014 | Colle noire (Colle noire) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Circulations - Plancher | Dégradation Local | |
| 01/08/2014 | Colle noire (Colle noire) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Réserves - Plancher | Dégradation Local | |



**BUREAU
VERITAS**

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

| | | | | | |
|------------|---------------------------|-------|--|-------------------|--|
| 01/08/2014 | Colle noire (Colle noire) | IV P1 | UFR Droit et sciences économiques - R+2 - Salles de classe - Plancher | Dégradation Local | |
|------------|---------------------------|-------|--|-------------------|--|

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

6. Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

6.a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Matériau ou produit | Localisation précise | Nature des travaux ou des mesures conservatoires | Dates des travaux ou des mesures conservatoires | Entreprises intervenantes | Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art R 1334-29-3 du code de la santé publique) |
|---------------------|----------------------|--|---|---------------------------|---|
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

6.b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Matériau ou produit | Localisation précise | Nature des travaux ou des mesures conservatoires | Dates des travaux ou des mesures conservatoires | Entreprises intervenantes | Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art R 1334-29-3 du code de la santé publique) |
|----------------------------|-----------------------------|---|--|----------------------------------|--|
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

6.c. Matériaux et produits hors liste A et hors liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Matériau ou produit Description | Localisation précise | Nature des travaux ou des mesures conservatoires | Dates des travaux ou des mesures conservatoires | Entreprises intervenantes | Indiquer Les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art R 1334-29-3 du code de la santé publique) |
|--|-----------------------------|---|--|--------------------------------------|--|
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 21.12.2012

7. Les recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres.

Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires).

Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires.

D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre).

Dans le cas d'empoussièrément important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle.

Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 21.12.2012

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail.

Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129.

Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 21.12.2012

Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flochage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières.

Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 21.12.2012

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans.

Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861).

Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

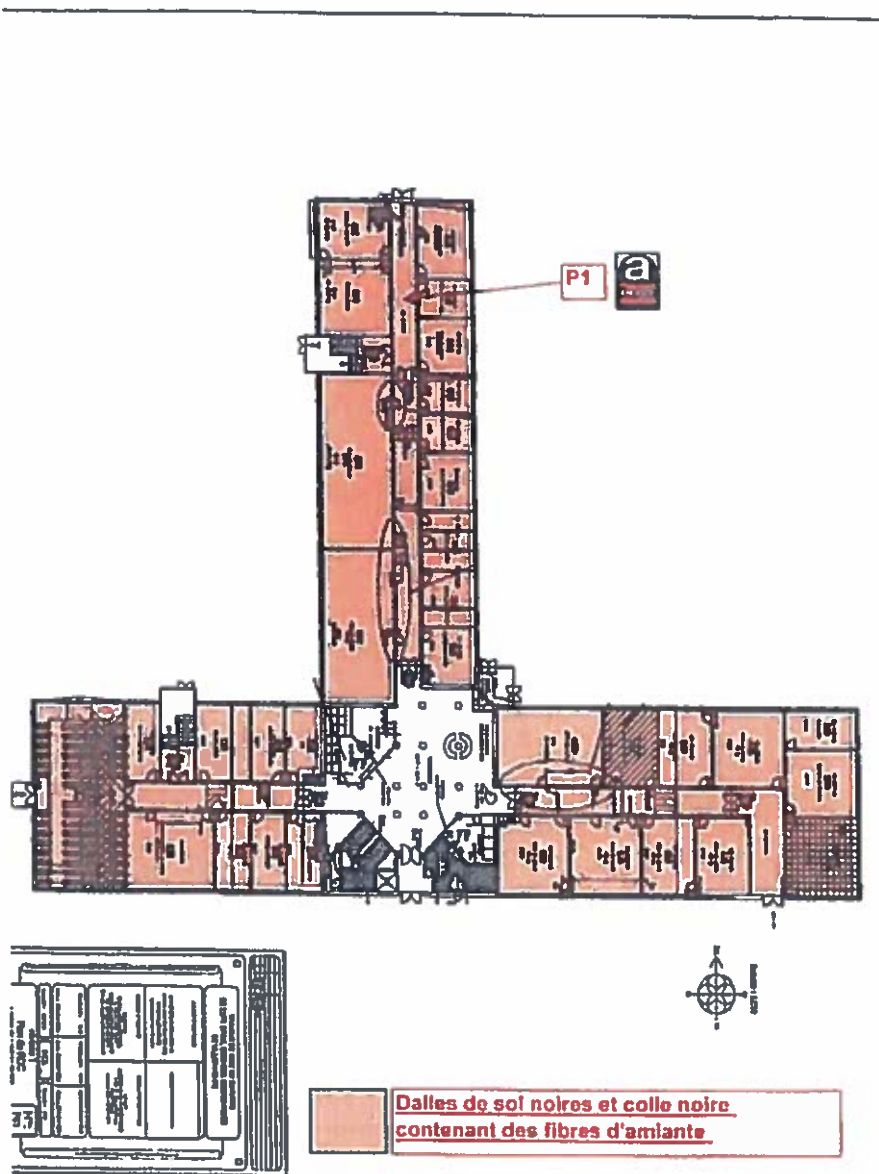
Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

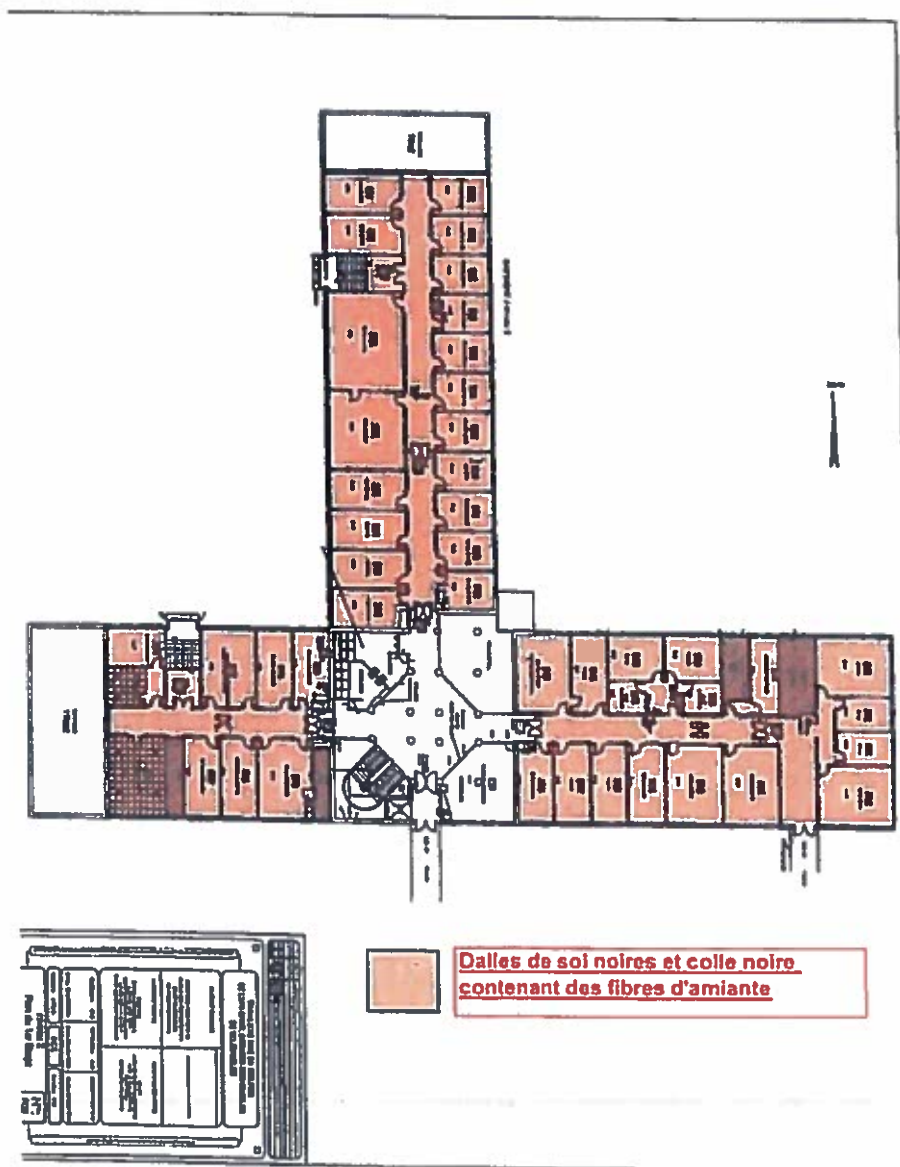
Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité.

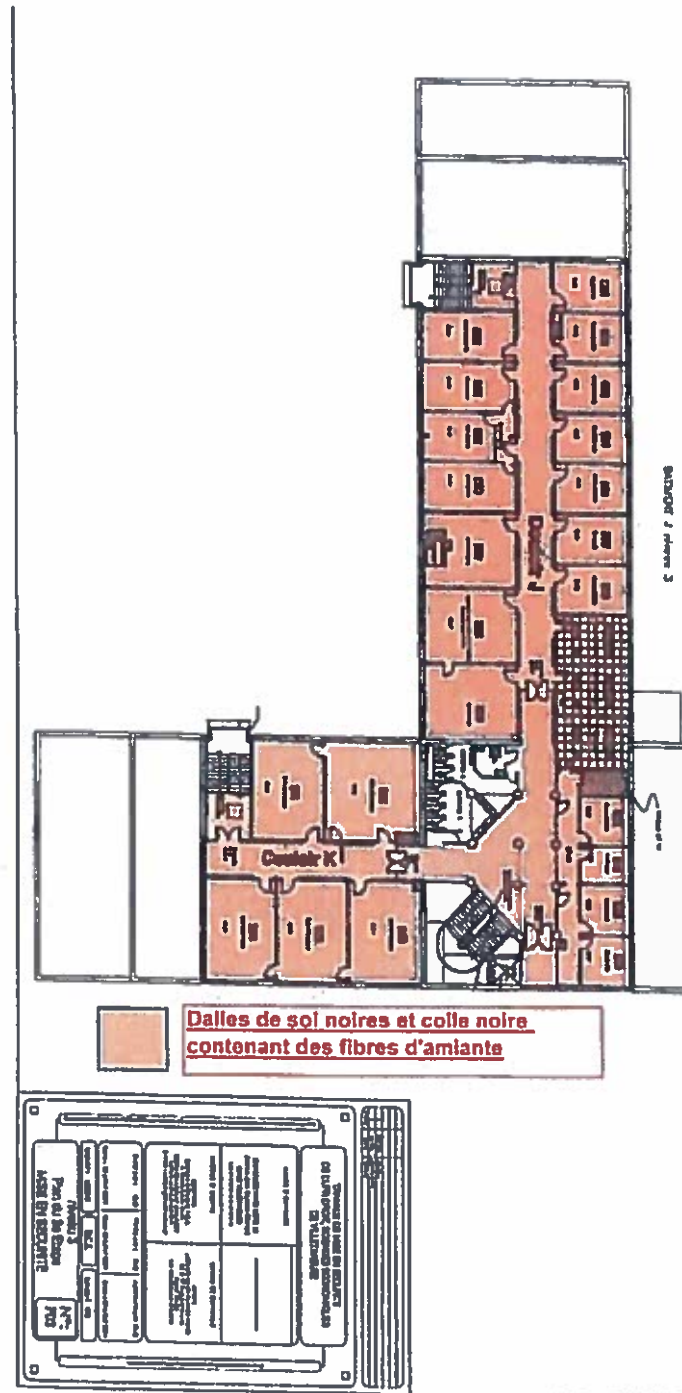
Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.


8. Plans et/ou photos et/ou croquis

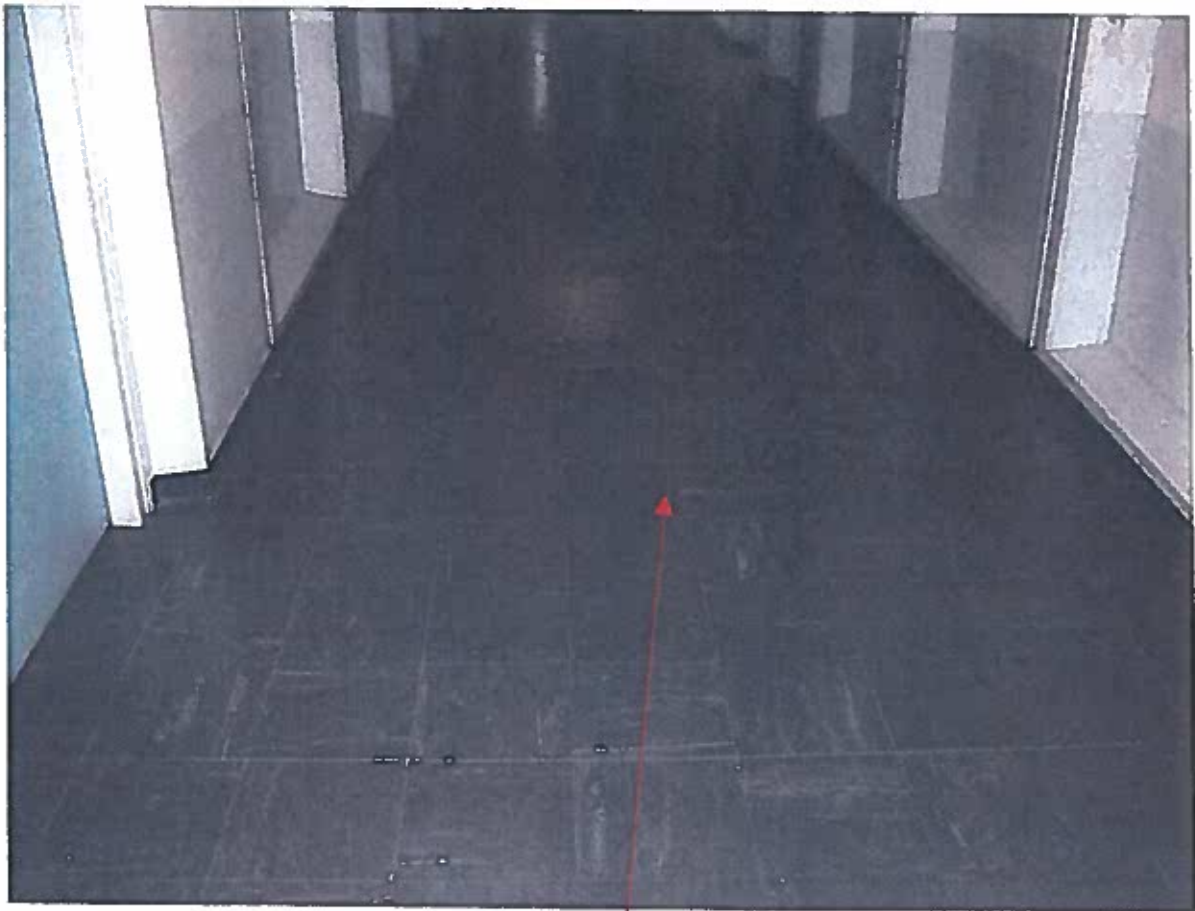
Ces documents permettent de localiser les matériaux ou produits contenant de l'amiante.







| | | |
|--|--|---|
|  | Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante | 251 93 09 00214 26 juin 2009 |
| Immeuble bâti : Université Paris 13 Nord – UFR Droit et Sciences économiques – 93430 VILLETANEUSE | | |
| <small>AMIAN RDT – MAJ 01/07/04 – indice g</small> | | |



Prélèvement P1 : Dalles de sol noires et colle noire contenant des fibres d'amiante